

ALEXANDER CASPAR

L'AVENIR DE L'ARGENT

**Edition Avril 2004 ©
Alexander Caspar Zurich Suisse**

Préface

L'idée présentée ici peut, de prime abord, rencontrer de l'incompréhension ou des résistances émotionnelles chez beaucoup de personnes. Par contre, quiconque réussit à faire taire ses préjugés et à saisir les contenus conceptuels en une synthèse cohérente voit poindre une perspective : Comment surmonter la crise culturelle de notre temps et bâtir pour un avenir spirituel, culturel, juridique et économique digne de nos enfants.

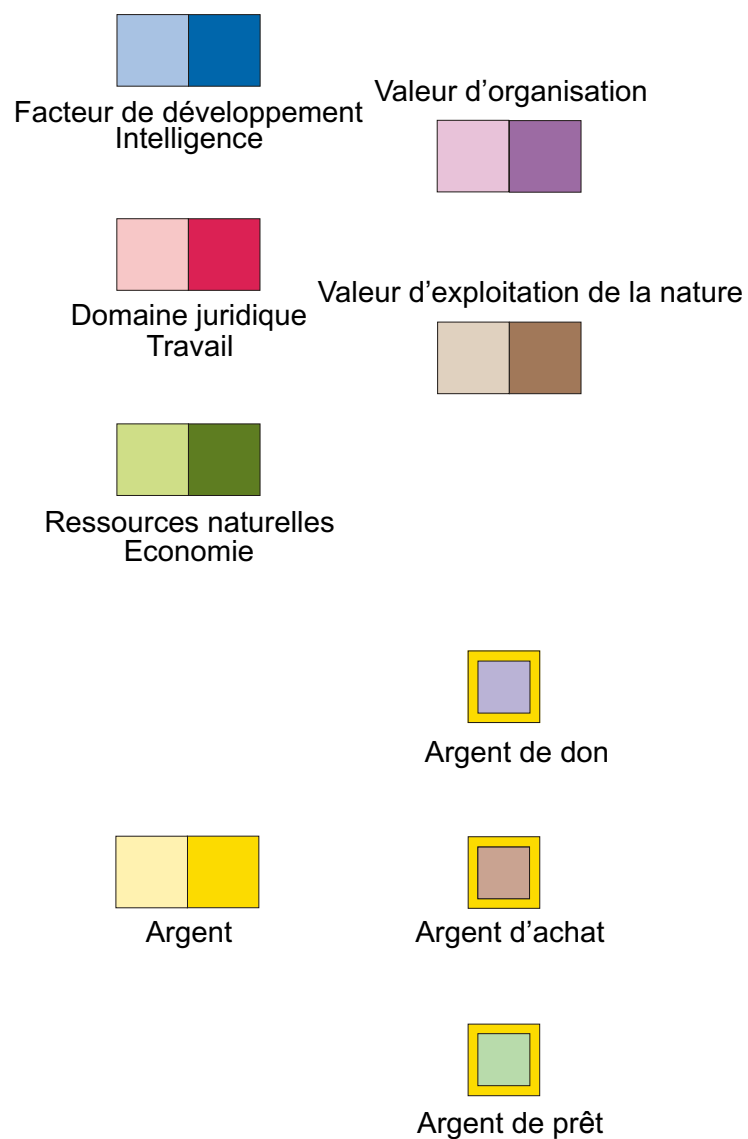
La transparence de la structure sociale, assurée par l'économie, convainc ; les concepts y acquièrent des contenus nouveaux ou plus riches. La mondialisation ou la privatisation, le mot mal famé de conjoncture deviennent sans intérêt. Le lecteur compréhensif voit que la réalisation pratique du contenu conceptuel devient possible grâce au système d'une monnaie prospective.

Au-delà des raisonnements conventionnels d'aujourd'hui, l'horizon s'élargit de pensées nouvelles ..., c'est de cela justement qu'il s'agit ! Car les problèmes qu'il nous faut résoudre ne peuvent plus trouver de solution conventionnelle ou traditionnelle. L'humanité a évolué au-delà de ces représentations et exige du nouveau.

Décembre 2003

David Schmid

LÉGENDE DES COULEURS UTILISÉES DANS LES TABLEAUX



Perspectives d'avenir pour la société

Au cours des temps modernes, la science et la technique se sont conquises une place toujours plus grande dans la vie sociale. Avec l'art, l'éducation et la formation, elles constituent le domaine de la vie de l'esprit*, source de talents et d'idées qui alimentent l'organisme social. Les progrès intellectuels récents ont surtout été faits dans les domaines techniques et économiques. L'augmentation du capital et l'économie monétaire qui en sont la conséquence ont à leur tour conféré à l'économie une dynamique propre au sein de la vie sociale, si bien que la sphère juridique et politique, la formation et l'éducation jusqu'ici sous la houlette de l'Etat, se voient menacés d'être soumis au primat de l'économie; le potentiel intellectuel et le pouvoir politique devraient servir les intérêts économiques. Ce sont là les sources des tensions actuelles entre les intérêts culturels et intellectuels, juridiques et démocratiques, économiques et sociaux des êtres humains.

Les exigences de la société humaine moderne ont fait leur apparition, tout d'abord quelque peu confusément, comme idéaux de la Révolution française : Liberté, Egalité, Fraternité. Sous ces exigences se dissimule la structure de l'Etat : Vie de l'esprit ou Vie culturelle, Droit et Politique, Economie. Historiquement, la vie culturelle, la vie juridique et la vie économique se manifestèrent dans les « ordres » qui sont d'ailleurs à l'origine des partis politiques actuels en Suisse et en Allemagne¹.

Au stade actuel de l'évolution, l'importance et les tâches des deux domaines que sont la vie culturelle et l'économie appellent une nouvelle structuration de l'Etat, précisément sa triarticulation en sphère culturelle, sphère juridique et politique et sphère économique. Les individus n'y seront pas répartis selon de quelconques critères et sous l'égide de l'Etat, mais constitueront eux-mêmes le lien entre les différents champs d'action sociaux. La vie de l'être humain racine dans les trois domaines, par ses intérêts il fait partie de chacun d'eux. Les trois domaines tendront implicitement à une forme de gestion autonome et coopéreront entre eux de façon harmonieuse, selon les critères immanents à la structure sociale décrite ci-dessus :

- Liberté dans le domaine culturel, condition sine qua non de l'épanouissement individuel et d'une science libre de toute autorité et de tout dogmatisme.
- Démocratie dans le domaine politique et juridique ; les conventions entre êtres humains sont réglées par le droit; chaque individu majeur pourra s'exprimer par vote.
- Equilibre entre les besoins et la valeur des produits du travail dans une économie basée sur la division du travail.

Toutefois, pour atteindre l'objectif de cette triarticulation, il convient tout d'abord de comprendre la nouvelle forme de gestion d'une économie autonome, car seule celle-ci pourra reprendre les fonctions économiques et financières assumées jusqu'ici par l'Etat et qui d'ailleurs lui reviennent en propre, conformément à sa nature. En même temps, la compréhension de ce nouvel ordre économique est la condition pour une redéfinition de l'Etat. En appliquant les mesures qui assurent l'équilibre entre les besoins des êtres humains et la valeur des produits de leur travail, l'évolution sociale trouvera le chemin vers un développement porteur d'avenir².

* La dénomination « domaine ou vie de l'esprit » est utilisée ici pour l'éducation, l'art, la culture, la science et la recherche, la religion, etc. ; dans un sens large, elle englobe tout ce qui est lié aux facultés humaines individuelles.

LE ROLE DE L'ECONOMIE

I. LA SCIENCE DE L'ARGENT

Aujourd'hui on croit pouvoir déduire les structures de la société humaine basée sur l'économie de division du travail de l'anarchie d'un marché libéré de toute régulation et qui, sur la base du principe de l'offre et de la demande, génère toute activité économique. Ce marché se renouvelant et s'autorégulant sans cesse, son efficacité devrait apporter une prospérité croissante. L'expansion mondiale de l'économie basée sur la division du travail progressant continuellement, elle ébranle les frontières des nations constituées par les populations qui les ont habitées au cours des temps, dans le but de constituer des territoires plus étendus, nécessaires aux exigences et aux conditions de l'économie.

Les conséquences pratiques de ce mode de pensée sont aujourd'hui flagrantes : Bien que toujours moins de personnes soient en mesure d'assurer la production matérielle pour toujours plus d'êtres humains, les individus sont de plus en plus préoccupés et angoissés face à l'insécurité de pouvoir subvenir à leur existence tout en restant libres de gérer leurs besoins et leurs activités dans la vie sociale. L'emprise sur la vie économique de la seule orientation vers une croissance du capital fait que les besoins humains plutôt qualitatifs et dont la satisfaction élèverait pourtant le niveau de civilisation déperissent. Par sentiment d'impuissance et de désespoir face à l'économie de marché, on en appelle à l'intervention de l'Etat, facteur d'ordre, instance de compensation financière ou du moins garant d'un minimum existentiel. Pourtant même dans les pays hautement industrialisés, il devient de plus en plus incertain que des moyens suffisants seront encore longtemps disponibles pour assurer le financement de l'éducation, de la santé et des retraites.

Considéré *uniquement* du point de vue de l'économie de marché, le rendement du capital basé sur la demande peut décider si un bien sera produit ou non. Mais la demande et le rendement du capital ne sont pas capables de décider *à eux seuls* si un bien pourra être produit à un prix permettant à celui qui le produit de couvrir ses besoins matériels et immatériels et ceux de ses proches – purs consommateurs – par les résultats du travail fourni par les autres. Cette décision ne peut être dévolue qu'à des organes qui, par la prise en considération de l'ensemble de l'économie, peuvent valoriser les différents résultats du travail et à partir de ceux-ci également rendre transparente la situation financière de chacun. Ainsi le problème du prix se révèle comme la pierre angulaire de toutes les considérations économiques. Le réduire au verbiage stéréotype du jeu de l'offre et de la demande ne répond plus à la complexité du problème.

En économie, la compréhension de la formation de valeur est la condition préalable à la clarification de la fonction du prix. La caractérisation de la « valeur », telle qu'elle est pratiquée ci-après, ne consiste pas en une recombinaison de concepts habituels. Les limites de la manière de penser conventionnelle s'exprimeront dans l'exposé sur les théories de la science économique actuelle. Et le lecteur ne doit pas croire qu'il en aille seulement d'opposer un nouveau programme au système actuel. Ce préjugé ne lui permettrait pas de saisir qu'il s'agit en fait de prendre conscience de lois fondamentales régissant toute l'activité économique, négligées jusqu'à maintenant parce que méconnues. Quand les individus agiront consciemment selon ces lois, ils créeront les organes et les structures nécessaires et conformément à leurs connaissances. Dans ce sens, les explications sur l'économie dans le futur organisme social triarticulé ne sont pas un programme à réaliser ou une utopie, mais la prédiction de ce qui se fera quand la pensée organisera les faits et les conduira sur la voie que ceux-ci exigent de par leur nature.

Le concept de valeur en économie

Les lois fondamentales qui sont la base de toute activité économique et qui ont été « négligées » jusqu'à présent sont celles de la formation de valeur. En économie, la formation de valeur repose toujours sur le **travail**, d'une part *appliqué à la nature* et, d'autre part, *organisé par l'intelligence*.

Se fondant sur le premier aspect, le philosophe allemand, Johann Gottlieb Fichte, développa le premier, selon moi, et avec beaucoup de minutie comment se formaient la valeur et le prix. Il s'était, pour cela, basé sur l'observation de l'économie à son époque. (*Das System der Rechtslehre*, « Vom Eigentumsvertrag », 1812). D'autres théoriciens en économie contemporains, comme Adam Smith et Karl Marx par exemple, réussirent à retenir l'attention, malheureusement pas Fichte.

Fichte n'arriva pas jusqu'à un système monétaire permettant de mettre en relation la production du sol avec la sphère de la production intellectuelle ainsi qu'avec celle des « purs consommateurs » d'après les principes économiques qui les lient. Il voyait encore l'Etat opérant par la fiscalité comme agent de transfert nécessaire – ce qui est d'ailleurs encore le cas aujourd'hui.

Dans son *Cours d'économie* (1922), Rudolf Steiner, qui avait auparavant développé une nouvelle épistémologie selon la méthode scientifique, décrit la formation de valeur comme un processus de *polarisation inverse* basé sur le travail, d'un côté appliqué à la nature et, de l'autre, organisé par l'intelligence. De ce processus résultent les deux pôles : « *Valeur d'exploitation de la nature* » et « *Valeur d'organisation* » (Voir tableau page 7 « La séparation »). Mais Steiner resta incompris et l'importance de sa découverte pour l'appréhension des problèmes de l'économie moderne et son application pratique ignorée.

Quelle est l'importance de ce nouveau concept de valeur par rapport à son interprétation conventionnelle ? Et en quoi réside au juste la difficulté à le comprendre ?

Ces questions trouvent leur réponse quand on saisit comment le concept de valeur économique est réellement élaboré.

L'activité économique consiste en l'échange de résultats du travail, matériels et immatériels, appelés ci-après **produits**. Les produits représentent des valeurs parce que l'être humain en a besoin pour sa subsistance et ils reçoivent leur valeur par celui qui les consomme. En premier lieu, il convient de considérer chacun à la fois comme consommateur et comme fournisseur de produits. Et il faut se représenter qu'à l'origine, les produits résultent du rapport entre le nombre d'habitants et la surface du sol exploitée; à ce stade initial, les produits ont une valeur objective qui coïncide avec celle, subjective, que leur attribue l'individu. Dans la mesure où l'activité économique entre humains s'éloigne du stade où l'individu ne subvient qu'à ses propres besoins et à ceux de ses proches et passe à un stade d'échange de produits généralisé, la concordance entre la valeur que le besoin attribue à un produit avec celle que le fournisseur du produit doit lui assigner pour pouvoir satisfaire ses propres besoins n'est plus si nette. C'est alors qu'apparaît le problème du prix.

Dans l'économie basée sur la division du travail un équilibre entre le besoin et la valeur du produit est-il possible et si oui, comment l'atteindre ?

Dès le moment où l'être humain n'utilise plus les résultats de son travail pour soi mais entre en relation d'échange avec les autres, son activité devient du travail dans le *sens économique* du terme. Dans le processus de production, la formation de valeur prend son point de départ dans le travail. Ce dernier appliqué à la nature conduit à la *valeur d'exploitation de la nature* ; quant au travail organisé par l'intelligence, il constitue la *valeur d'organisation*. Les deux pôles de la formation de valeur se trouvent dans une relation inverse et se conditionnent réciproquement : Sans valeur d'organisation (travail organisé par l'intelligence), pas de développement mais sans valeur d'exploitation de la nature (travail appliqué à la nature), la valeur d'organisation ne pourrait se réaliser. La valeur d'organisation se trouve au pôle opposé de la valeur d'exploitation de la nature et se mesure en *épargne* de valeur d'exploitation de la nature³.

On ne compare ni des matières, resp. des biens, ni d'abstraites mesures de temps de travail (tarifs/taux horaires) entre eux, on ne compare que des valeurs entre elles. Le travail en soi n'a pas de valeur *économique* ; seul le résultat du travail en possède. Une valeur, à la formation de laquelle l'être humain participe toujours, comparée à une autre valeur détermine le prix qui montre alors combien chacun peut, grâce à son produit, couvrir ses besoins grâce aux produits des autres. Le problème, comme il a été mentionné plus haut, se situe dans l'évaluation de la valeur du produit de l'individu pris isolément par rapport à celle du produit des autres, afin que, jusqu'à ce qu'il puisse fournir un produit équivalent, les produits des autres lui permettent de satisfaire ses besoins et cela en admettant un libre développement de ceux-ci.

Aujourd'hui la manière conventionnelle de considérer les faits en économie ne permet pas de formuler le problème de cette manière. Pourtant tout être raisonnable conviendra qu'il s'agit là purement et simplement d'un problème fondamental de notre société. Seule la saisie de la valeur au moment de sa formation peut livrer la mesure de référence permettant un équilibre entre besoin et valeur du produit.

La mesure de la valeur primordiale - du point de vue qualitatif et quantitatif

La totalité des produits du travail appliqué directement à la nature constitue la mesure étalon pour la valeur de tous les produits. C'est la « mesure de la valeur primordiale », à la fois grandeur en soi et grandeur de référence, où la valeur attribuée à un bien par le besoin et par la production est identique, une valeur tout d'abord non encore définie monétairement, une représentation de valeur non exprimée en argent.

Dans la mesure de la valeur primordiale, fondée sur la création de valeur qui résulte du rapport entre la population et la surface du sol exploitée par elle, chaque individu se retrouve comme grandeur de référence par la part qui lui en est attribuée, « la quote-part sociale ». Seule une telle représentation de valeur, « concrète », objectivée, peut surmonter le flou qui résulte d'une représentation de valeur exprimée, comme c'est le cas aujourd'hui, par les prix en monnaie qui sont une abstraction. La création de monnaie basée sur l'équivalence de la masse monétaire avec la mesure de la valeur primordiale transforme l'argent en comptabilité des valeurs économiques. Un argent possédant cette qualité rend possible la comparaison entre le produit du travail d'un individu et sa quote-part sociale au niveau d'un bilan. C'est la condition préalable pour qu'une association puisse ajuster les prix, d'une part déterminés par les besoins et, d'autre part, exigés par la production. La quote-part sociale pourrait aussi être définie comme quote-part du revenu, qu'il ne faut pas se représenter comme fixe, ce qui sera décrit ci-après. (Dans les images qui illustrent le livre « *Wirtschaften in der Zukunft* », elle est appelée « unité de calcul » pour concrétiser le quotient de la division de la « mesure de la valeur primordiale » par le nombre d'habitants).

Le problème du prix engendré par la division du travail pourra être résolu quand on aura compris que dans ce système monétaire chaque fournisseur de produit participe idéellement, par sa quote-part sociale, aux produits des autres fournisseurs : en réalité, ce revenu proportionnel, peut différer, mais les associations (voir ci-après) tendront continuellement à réaliser la perspective idéale de la formation de prix qui trouvent leur justification dans la réalisation des quotes-parts.⁴

LA VALEUR PRIMORDIALE L'IDENTITÉ DE VALEUR

(DE LA VALEUR DU BESOIN ET DE LA VALEUR DE PRODUCTION)

LE MOMENT DE LA FORMATION DE LA MESURE POUR L'AJUSTEMENT DES VALEURS



Issue du rapport **Nombre d'habitants / Surface du sol nécessaire**,
la valeur primordiale est la base de la création de monnaie
Grandeur étalon des quotes-parts sociales (revenu par tête)

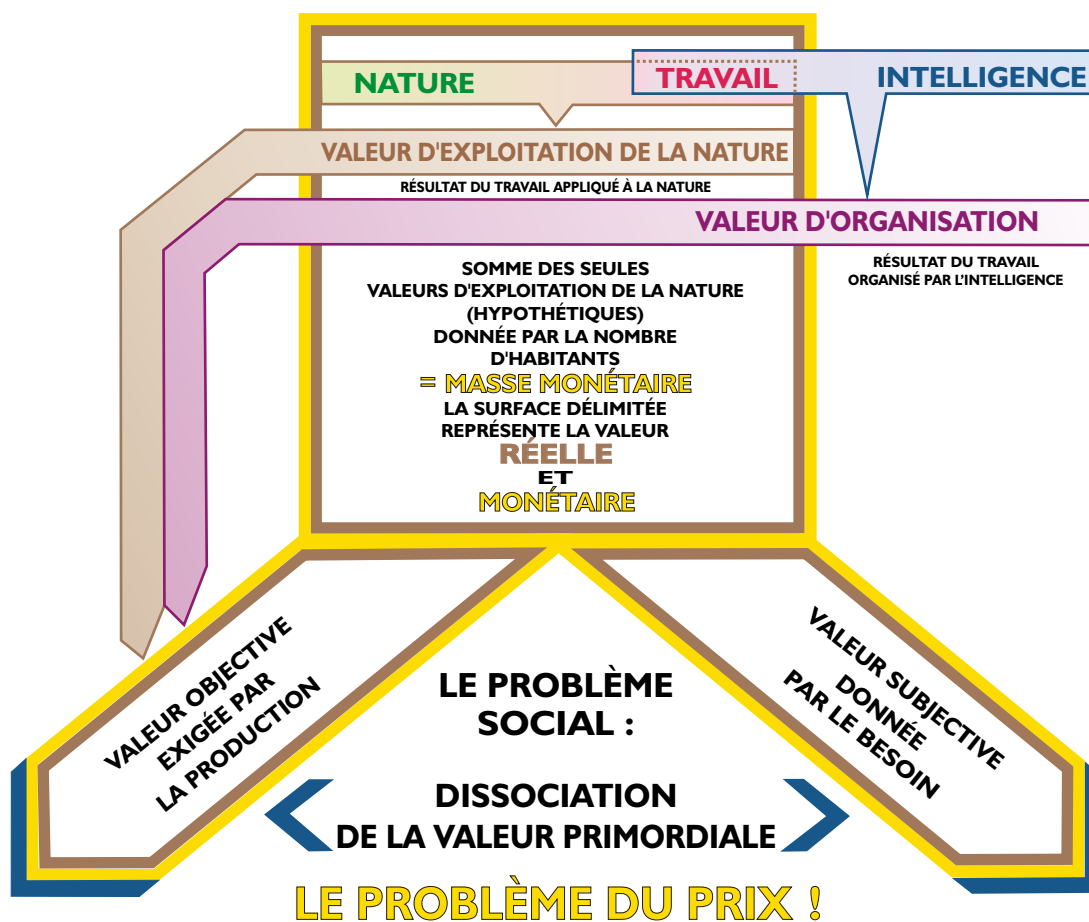
La monnaie est la somme des moyens de production (activés)
avec lesquels s'effectue un travail physique;
le moyen de production primaire est la nature



LA SÉPARATION

DES VALEURS PRIMITIVEMENT IDENTIQUES
COMME CONSÉQUENCE DE LA DIVISION DU TRAVAIL

LES TROIS FACTEURS DE PRODUCTION
LES DEUX PÔLES DE FORMATION DE VALEUR



Le concept de valeur actuel en économie - Ni plus ni moins

Comment la science de l'économie parle-t-elle aujourd'hui du problème de valeur ? Elle place face à face la valeur de production d'un bien et sa valeur de besoin comme deux entités en soi. Prenant comme point de départ cette dualité valeur de production versus valeur de besoin se sont développées historiquement deux théories de la valeur : Une, prétendument objective, se basant sur le principe des frais et une subjective, qui définit la valeur d'un bien par sa signification pour la satisfaction d'un besoin. Cette dernière, également connue sous le nom de théorie de « l'utilité marginale », découle au fond d'un point de vue qui s'oriente à l'économie du marché de l'offre et de la demande en biens. Bien sûr, la demande découle des besoins individuels des participants au marché, mais comme celui qui est demandeur d'un bien est en même temps un offreur d'argent, la question est de savoir comment celui-ci arrive à un *revenu* qui lui permette de satisfaire ses besoins, autrement dit, de déclencher la demande en question.

Selon la définition *actuelle*, il existe trois facteurs de production : la nature, le travail et le *capital*. En référence à la création de valeur issue de ces trois facteurs de production, tous les produits, matériels *et* immatériels, acquièrent le caractère de « travail appliqué à la nature », resp. sont des « valeurs d'exploitation de la nature ». Tous les secteurs de l'économie, resp. tous ceux qui sont actifs économiquement parlant, sont mis sur le même plan, ce qui veut dire que leurs prestations sont considérées comme si elles étaient des produits du « travail appliqué à nature », donc des valeurs d'exploitation de la nature. La « valeur d'organisation », à savoir la productivité de l'intelligence, n'est pas saisie *en tant que telle*.

La valeur des biens, resp. des produits, ne peut, faute de compréhension de la formation de valeur en polarité inverse, qu'être qualifiée et quantifiée par des prix en argent. Et il importe peu comment le calcul de cette valeur en argent est pensé, que ce soit par le rapport entre l'offre et la demande ou par les coûts du travail ou par d'autres facteurs de frais.

La somme de toutes les valeurs créées dans un espace économique, appelée produit intérieur brut (PIB), se définit aujourd'hui par :

1. La valeur en monnaie (le prix) de tous les produits finis fournis - côté de l'offre
2. La somme de tous les revenus du travail et du capital - côté de la demande

Le PIB est donc défini par l'argent. Et qu'est-ce qui donne à l'argent son contenu ? Le PIB ! Ce qui revient à faire une chose qui est interdite en mathématiques : En effet, on dit que a est fonction de a ! Ce faisant, on reste dans le vague pour l'évaluation des valeurs, sans aucune mesure ni grandeur de référence qui permette de lui comparer les produits et les revenus. Avec une représentation de la valeur sous la seule forme numérique de l'argent, il manque justement cette grandeur de référence, déduite d'une représentation réelle de la valeur que le besoin attribue à un produit et qui est à amener en congruence avec la valeur que demande le producteur pour pouvoir subvenir à ses besoins grâce aux prestations d'autrui.

Qui ne considère que de manière conventionnelle les facteurs de production nature et travail comme deux entités, n'aboutit pas à des *valeurs économiques*. Et qui considère la valeur du « travail appliqué à la nature » comme une entité, la comprend uniquement comme production primaire (l'agriculture), mais ne saisit pas son caractère originel qui est celui d'être la mesure de référence.

Le rôle de l'agriculture

L'émancipation du travail appliqué à la nature

Le capital = valeur d'exploitation de la nature épargnée

Ce que l'on nomme la division du travail repose sur les deux éléments générateurs de valeur : le « travail appliqué à la nature » et le « travail organisé par l'intelligence » qui sont à comprendre comme deux principes inverses. Au cours du développement historique, ils se manifestent dans les deux domaines de la vie sociale que sont l'économie productrice de biens et la vie de l'esprit. Quand l'intelligence organise l'économie productrice de biens, on aboutit à l'industrialisation, une synergie intégrale de la production du sol et de la vie de l'esprit.

L'agriculture, dont le travail est directement lié à la nature, peut « libérer » d'autres personnes, en d'autres termes, elle entretient la vie de l'esprit, qui organise ou non le travail, grâce aux excédents qu'elle produit. C'est un *élément fondamental* qui s'est révélé dans les développements précédents et qui est dissimulé par le système actuel des finances et du capital. C'est une évidence que, dans le sens économique, tout le monde vit du travail qui est lié à la nature, de ce qui provient de la nature. A leur tour, les excédents sont rendus possibles par la vie de l'esprit, laquelle organise le travail. L'émancipation, la libération de personnes du travail directement lié à la nature par la rationalisation permet une épargne de travail qui génère la formation de capital.

Le capital, à savoir l'équivalent de cette épargne de travail, fournit les moyens d'existence à toutes les personnes libérées, plus, il n'acquiert son sens que par le financement de ces personnes libérées, qu'elles le soient *relativement* pour exercer une activité dans la production industrielle qui est en réalité un « prolongement » de la production du sol, ou *intégralement* pour être actives dans la vie de l'esprit. La sphère de la vie de l'esprit comprend dans un sens plus large également tous les « purs consommateurs » (prévoyance vieillesse, budget public, domaine de la formation et de la santé, églises, etc.). L'actuel concept du capital ne connaît pas cet aspect.

Le mode de financement de la libération relative pour une production matérielle (industrielle) porte le nom d'« argent de prêt ». Celui-ci pourrait être sécurisé par l'émission de titres, vendables et transmissibles, car il permet une production de contre-valeurs matérielles qui augmentent les prestations matérielles revenant à la quote-part sociale. En réalité, c'est le pouvoir d'achat de celle-ci qui augmente.

La forme de financement de la production immatérielle ainsi que celle du financement des « purs consommateurs » comprend ce que nous entendons par le concept d'« argent de don ». Aujourd'hui, dans tous les pays, celui-ci est encaissé comme don forcé sous forme d'impôts par l'Etat qui le redistribue en tant qu'agent de transfert. Le capital qui n'est pas immobilisé sous forme d'argent de prêt doit toujours être acheminé vers la consommation en tant qu'argent de don, afin que soient justifiées l'émancipation du travail appliqué à la nature et la production qui doit être assumée pour celle-ci. Le capital accumulé devient l'équivalent d'une production qu'on ne peut plus écouler.

De la compréhension de la formation de valeur et de capital, il s'ensuit que l'économie basée sur la division du travail, génératrice de capital, est une **économie de crédit**. Elle utilise des prestations *du passé* pour en produire de *futures*. La contrepartie économique pour l'émancipation vient de l'avenir. Quand un fabricant de machines vend une machine qu'il a produite, il n'est pas payé pour cette dernière mais pour la période durant laquelle il en fabrique une nouvelle.

Dans le processus du travail, la nature et l'esprit sont en relation de polarité inverse par rapport à la formation de valeur, ainsi le temps par rapport à la production. Par rapport au passé, le seul travail de l'esprit est improductif, ce n'est que la production matérielle de biens qui est productive. Par rapport à l'avenir cependant même la pure activité de l'esprit peut être considérée comme la plus productive, parce qu'elle crée plus ou de nouvelles valeurs. On peut citer pour exemple l'invention du calcul infinitésimal ou du système binaire qui ont tous deux fécondé la technique, ou la guérison accélérée d'un travailleur grâce aux talents de son médecin.

Dans un but de simplification, nous appelons « travailleurs » les personnes qui sont actives dans l'agriculture et l'industrie, plus largement toutes celles qui sont engagées dans la production matérielle. Par leurs produits,

ceux-ci réalisent le contenu des quotes-parts sociales, aussi bien des leurs que de celles des « purs consommateurs » (voir ci-dessus). La satisfaction de tous les besoins de la vie de l'esprit et de la culture est rendue possible grâce aux quotes-parts sociales qui reviennent aux « purs consommateurs » (argent de don). Au premier abord, habitués que nous sommes aux concepts conventionnels, cela nous rend perplexes : Toutes les quotes-parts sociales ne comprennent *directement* que des prestations matérielles, également celles qui sont attribuées aux « purs consommateurs ». Les quotes-parts sociales que les « purs consommateurs » reçoivent sous forme d'argent de don, sont des « bons » pour les produits matériels. La raison en est que la valeur d'organisation (le capital) est définie comme épargne de valeur d'exploitation de la nature.

Exprimé en une formule, cela donne :

Tout le travail qui peut être fourni dépend de la population. Tout ce avec quoi se lie le travail provient de la nature, car c'est d'elle dont chacun vit, dont il a besoin. Et pour ceux qui ne fournissent plus de travail directement lié à la nature, les « purs consommateurs », donc qui en épargnent, ce sont les personnes demeurant dans la production matérielle qui doivent assumer leur part.⁵

Récapitulons comment se forment les valeurs à l'intérieur du processus de production :

Des valeurs sont formées par l'application de travail sur la nature. Des valeurs sont formées par l'application de l'intelligence sur le travail et, par extension, sur le capital qu'elle a généré. Les valeurs formées par l'application de l'intelligence sur le travail sont exprimées quantitativement par la valeur créée par le travail appliqué à la nature et que l'intelligence a permis d'épargner.

Du fait de la division du travail, de la valeur d'organisation est contenue dans les prestations matérielles et ramène celles-ci, numériquement, mais *seulement* exprimées en une monnaie qui soit la comptabilité des produits ou valeurs, à une somme toujours plus faible. C'est ce qui, dans la comptabilité de l'économie dans sa totalité, est la compensation de la production du sol par la vie de l'esprit organisatrice. Ainsi la valeur de la quote-part sociale reste constante, même quand les prestations qui lui reviennent augmentent.

Si, en tenant compte de la productivité, nous désignons le rendement du sol et par extension de tout ce qui est ressource naturelle comme rente foncière, nous pouvons dire que celle-ci alimente sous forme d'argent de don l'ensemble de la vie de l'esprit : le domaine de la santé et de la formation, la prévoyance vieillesse, toutes les institutions publiques. A son tour, la vie de l'esprit, organisatrice, rend possible la rente foncière. Son financement, sous forme d'« argent de prêt » qui est en réalité de la rente foncière transformée en capital d'entreprise opère, sur la base de ses prestations, comme un cadeau à la collectivité. Bien que la vie de l'esprit, organisatrice, vive d'une avance (crédit) de la production du sol, elle ôte du poids à la valorisation des prestations fournies par un travail physique, proportionnellement à son efficacité et contrebalance ainsi la production du sol avec la hausse de la quantité de prestations par quote-part sociale. Un remboursement du capital d'entreprise correspondrait au versement d'une rente au faux bénéficiaire.

Dans le chapitre suivant, nous verrons comment, dans le système actuel, la vie de l'esprit, organisatrice, perçoit quand même une rente et comment, par suite de la monétarisation de la valeur d'organisation, elle entrave une péréquation compensatrice avec la production du sol.

De quoi dépend le bien-être d'une communauté humaine ?

- De la richesse de la nature
- De la population qui en vit
- Du niveau de la culture

La propriété et l'argent - Aujourd'hui et demain

C'est une réalité que les êtres humains entre eux n'ont pas seulement des relations touchant l'échange de biens, mais également des rapports et engagements qui concernent des pouvoirs et leurs limites par exemple et sont du domaine juridique, ou des rapports au sein de la sphère importante de la communication culturelle. De la vie de l'esprit s'écoule dans l'économie de crédit quelque chose qui révèle le potentiel générateur de valeur propre à chaque individu

Au stade actuel du développement de la société, le capital est le moyen qui permet que des facultés individuelles puissent avoir une action fécondante pour de larges domaines de la vie sociale. Mais en même temps, ces facultés individuelles ne peuvent porter leurs fruits sans une libre disposition de capital. Cette libre disposition est transmise par la propriété. Bien que ces deux éléments tiennent une place très différente dans la vie sociale, ils sont néanmoins liés. Ces deux éléments sont, d'une part la libre disposition du capital et, de l'autre, la relation juridique dans laquelle entre le propriétaire du capital, par son droit d'en disposer, avec ceux qui en sont exclus. Ce n'est pas la libre disposition du capital en soi qui est néfaste pour la vie sociale, mais le fait que ce droit persiste alors que les conditions qui étaient à l'origine de la transmission ne sont plus données. C'est pourquoi, dans un futur système de propriété, on tendra à une rotation de la propriété, c'est-à-dire que celle-ci sera limitée dans le temps et ne durera que tant que les facultés individuelles du ou des propriétaires seront productives.

Le talent d'invention individuel, donc de la vie de l'esprit créant une valeur d'organisation, trouve dans l'argent qui a une fonction de transfert de valeur, un vecteur qui permet la création de nouveaux moyens de production et ainsi la formation de nouvelles valeurs. L'utilisation du pétrole et de l'électricité, les programmes informatiques de planification et de gestion des processus de production sont des exemples techniques impressionnants réalisés par les facultés d'organisation de la vie de l'esprit.

L'économie monétaire, phénomène concomitant de la formation de capital, a la particularité de transformer en marchandise tout ce qu'elle peut utiliser à son profit. Un bien devient « marchandise » quand on peut l'échanger contre de l'argent, dans lequel ses caractéristiques spécifiques ne trouvent plus leur expression. Quand la propriété s'empare de l'économie monétaire, celle-ci ne transforme plus seulement les produits en marchandises, mais aussi les moyens de production, sol et capital, et par conséquent aussi le travail puisque celui-ci est rémunéré par le capital. Le fait que l'objet de la propriété peut être vendu, mis en gage ou grevé, mène à une interdépendance du système d'argent et de crédit existant. Dans le système bancaire, la création de crédit, garanti par la propriété et conjointement à l'initiative entrepreneuriale, a inauguré un accroissement continu, non seulement de la quantité de marchandises mais aussi de la masse monétaire et du capital. Combiné au caractère de marchandise conféré aux moyens de production, son effet est destructeur pour la qualité de la vie (nature et culture).⁶

Le sol considéré comme marchandise

Pour la valeur des biens de consommation qu'il a produits, l'être humain possède, comme nous l'avons vu précédemment, une mesure étalon directe dans ses besoins. Mais il ne possède pas, dans le même sens, une mesure de valeur pour le sol et les moyens de production artificiels une fois que ceux-ci sont fabriqués. Un pareil étalon ne peut être trouvé qu'en tenant compte des rapports complexes entre les structures sociales dans lesquelles vit l'être humain. Et c'est pour cette raison que dans un système monétaire possédant le caractère de comptabilité des produits comme décrit ci-dessus, il ne reste implicitement pas d'argent, ou bien aucun n'est prévu, pour le sol et les moyens de production. Sinon la mesure étalon pour la quote-part sociale serait perdue, ce qui est justement le cas aujourd'hui puisque, dans ce système de propriété et de crédit, le capital peut s'immobiliser dans le sol et les moyens de production artificiels. Par cette rente forcée, le capital ainsi accumulé agit comme un agent de renchérissement général.

Le travail considéré comme marchandise

La conception actuelle du travail et du capital ne peut que conduire au chômage. En effet, le travail considéré comme marchandise est payé par le capital qui lui le considère comme facteur de coûts et, dans sa course à la croissance, tend à l'éliminer. L'allocation chômage, qui est aujourd'hui financée par l'Etat par le détour du fisc et de la dette publique, sans lien réel ni transparence, doit, du moins partiellement, compenser la perte individuelle du pouvoir d'achat. Celle-ci résulte du revenu du travail qui, transformé en revenu du capital, a de ce fait passé au capital.

La libération du travail appliqué à la nature, grâce à la création de valeur d'organisation, est en soi plus que digne d'être poursuivie, mais dans un tout autre but et par d'autres moyens et, pour cela, à financer au moyen d'argent de prêt et de don qui assurent les revenus.

Mais le travail lui-même est aussi source de revenu. En conséquence, l'impulsion de l'économie actuelle se nourrit du but de s'assurer le revenu le plus élevé possible par la masse de biens produits. C'est pourquoi aujourd'hui le capital et le travail tendent à acquérir le maximum qu'ils peuvent extraire, voire extorquer de l'ordre social,⁷ et cela même au moyen de travail *inutile* qui engendre une *économie d'usure*.

Par contre, le nouveau concept de valeur élargi, qui conduit au concept de la quote-part sociale comme mesure étalon, permet de représenter *séparément* le gain sur les produits et le revenu et de les amener dans une relation d'équilibre vers laquelle il faudra tendre à l'avenir (voir mesure de la valeur primordiale). Il s'ensuit que tout gain sur les produits peut reposer sur le besoin provenant librement d'un progrès culturel et ne doit plus être créé par la contrainte au revenu sur la base de grandeurs non déterminables dans le contexte de l'économie considérée dans sa totalité.

Aucune quote-part sociale ne doit porter le caractère de coût, car elle est constitutive de la masse de monnaie émise. Il ne faut pas se la représenter comme arithmétiquement fixe mais dans une dynamique constante en relation avec le tout.

L'organisation du travail par l'intelligence permet aux fournisseurs de produits de réaliser des quotes-parts sociales en plus des leurs; subséquemment les dépenses et les revenus des seuls fournisseurs de produits – qui, théoriquement ne gagnent entre eux que ce que coûtent leurs produits – sont délivrés des charges qui ordinairement sont fixes. Dans le livre « *Wirtschaften in der Zukunft* », l'aspect dynamique de la quote-part sociale est justifié par l'existence de « purs consommateurs », dans la mesure où ceux-ci sont attribués à des fournisseurs de produits précis, pour ce qui concerne leurs revenus mais pas leurs dépenses. Ainsi la liberté, l'inégalité, le « chaos » provoqués par le besoin s'introduisent dans le système. C'est là l'origine du progrès, car du fait que toujours plus de produits viennent du sol grâce à l'organisation du travail (rationalisation), les produits qui reviennent aux bas revenus peuvent augmenter (relativement au pouvoir d'achat), même en cas d'écarts plus ou moins grands entre revenus.

Le capital considéré comme marchandise

Conséquence du système financier et juridique en vigueur, au lieu de répondre aux besoins naissant de l'évolution culturelle, la formation de capital peut libérer de manière parasitaire le propriétaire de sol ou de moyens de production comme « pur consommateur ». Elle acquiert ainsi le caractère d'une rente.

A ce déploiement de pouvoir illégitime par la possession s'opposent le principe de la propriété temporaire ainsi que le transfert de capital en argent de prêt et de don, comme cela ressort du nouveau système monétaire décrit.

Sans doute parle-t-on aujourd'hui d'économie basée sur la division du travail, mais en réalité on pense et on agit encore comme dans un système autarcique. Bien que le capital soit une contre-valeur de la libération due aux besoins et destiné à retourner dans le circuit économique sous forme d'argent de prêt ou de don, il est immobilisé comme propriété non limitée dans le temps du fait de son caractère de marchandise. Lié à un

individu ou une entreprise, il peut être « stocké » (accumulé), comme les produits du sol, les céréales par exemple, sont stockés par celui qui vit en autosubsistance.

Quelles en sont les conditions et les conséquences ?

La contrainte à la croissance

La compréhension de lois fondamentales, négligées jusqu'ici, permet de résoudre ce problème.

Par principe on peut accumuler la contre-valeur en argent de la libération du travail appliqué à la nature (le capital) à titre de propriété dans le sens actuel de ce concept, comme et aussi longtemps qu'on peut stocker des biens matériels (y compris le sol). Le capital se laisse accumuler sous la forme d'argent de prêt ou de sa sécurisation qui lui permet une mainmise directe ou indirecte sur les valeurs d'exploitation de la nature. (Le point de vue de l'économie globale inclut également l'accumulation d'argent individuelle purement nominale, sous forme d'avoirs en compte ou en espèces.)

L'accroissement du capital comme capital financier et son taux d'intérêt (le rendement), aujourd'hui l'obsession de l'activité économique, exigent la rationalisation continue de la production agricole et industrielle dans le but d'une croissance continue de la production matérielle. Et ils exigent quelque chose de fondamental, à savoir que la masse monétaire croisse tout bonnement en parallèle avec la masse des produits, plus même, indépendamment de celle-ci, ce qui revient à une monétarisation des valeurs d'organisation.⁸

Quand – ce qui est possible grâce au système de propriété actuel – la libération du travail appliqué au sol (la formation de capital) peut être forcée et la part compensatoire de la valeur d'organisation contenue dans le revenu des travailleurs en est retirée par « dilution » de la monnaie pour la création de nouveaux produits matériels, les revenus des travailleurs et des « bénéficiaires de l'argent de don » sont menacés. Dans la lutte pour la compétitivité entre le rendement du capital et le revenu du travail, on verrait le plus volontiers la délocalisation de toute production vers des lieux où les coûts salariaux s'approcheraient asymptotiquement du zéro. Ce n'est donc plus le besoin, mais le rendement dans le but de se procurer revenu et capital qui devient le moteur de l'économie et provoque la contrainte à la croissance.

En résumé, le problème peut être formulé ainsi :

- a. Comment parvenir à ce que les produits (résultats d'un travail) reposent sur une demande générée par un besoin apparaissant librement et non pour répondre à des besoins créés par un processus autodynamique de l'économie dans le but de créer des gains sur la production ?
- b. Comment supprimer au maximum le travail inutile, donc freiner une économie d'usure pour l'être humain et la nature ?
- c. En tenant compte de ce qui précède, comment réaliser une valorisation réciproque des produits, de manière à ce que les gains des producteurs leur permettent de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs proches, purs consommateurs, grâce aux prestations d'autrui durant le temps qui leur est nécessaire pour fournir un produit identique ou de même valeur ?

Quiconque croit qu'à la question formulée sous chiffre 3, on puisse répondre par le seul jeu entre l'offre et la demande en ignore les conditions préalables, à savoir que le bénéfice de la production et le revenu du travail ne doivent pas être des grandeurs qui se conditionnent réciproquement, qui soient interdépendantes !

Les connaissances acquises par l'observation de l'économie dans sa totalité

Ces connaissances permettent au futur organe de coordination de réaliser la péréquation entre les prix dictés par le besoin et ceux exigés par la production pour réaliser approximativement les quotes-parts sociales qui lui sont attribuées. Ce sont :

1. Les deux pôles de la formation de valeur en tant que polarité inverse entre le travail physique et le travail intellectuel dans le sens économique.
2. La somme des valeurs d'exploitation de la nature, pouvant être désignée comme « production primordiale », le résultat hypothétique du pur travail physique, mesure « objectivée » de toute formation de prix.
3. La formation de capital comme équivalent de l'émancipation du travail appliqué à la nature grâce à l'organisation par l'intelligence et la valeur du travail de l'intelligence comme équivalent de l'épargne de travail physique.
4. La transition du capital en argent de prêt et de don.
5. La détermination d'une masse monétaire en équivalence avec la somme des valeurs d'exploitation de la nature (= la production primordiale) et avec elle celle du « revenu primordial » comme mesure nominale des quotes-parts sociales (les revenus). Ainsi les gains sur la production et les quotes-parts sociales *ne sont pas* interdépendants, mais orientés vers une grandeur primordiale, ce qui libère les revenus de la contrainte à la croissance qui était la conséquence de leur connexion directe avec le gain sur les produits.
6. La limitation dans le temps de la propriété immobilisée dans les moyens de production, afin de mettre la libre disposition du capital au service de facultés utiles pour toute la société.

Amalgame de l'intérêt et de la rente foncière

Nous avons démontré comment, par l'organisation du travail par l'intelligence qui permet une libération du travail appliqué à la nature, se forme du capital. Le capital peut maintenant prendre deux chemins, l'un étant celui d'une rente dans le sens de la consommation directe, ou l'autre, celui de l'accumulation de capital entrepreneurial. Le premier cas est aussi réalisé aujourd'hui tout simplement par les conditions juridiques liées à la propriété, ce qui provoque, comme il a été démontré précédemment, une tendance au renchérissement. Dans le second cas, ce sont également les intérêts des propriétaires qui prédominent, mais cette option peut en même temps servir le progrès économique par la tendance à faire baisser les prix dans le sens de l'adaptation compensatoire (voir plus haut). La condition préalable en est que la masse monétaire n'augmente pas avec la masse des prestations, ce qui est le cas aujourd'hui.

Des conditions actuelles liées à la propriété ainsi qu'à la création de monnaie et de crédit résulte une monétarisation des valeurs d'organisation. C'est pourquoi l'intérêt du capital s'est confondu avec la rente foncière et, comme part de celle-ci, a crû en montants au-delà de toute proportion. Sans rente foncière, cela a déjà été dit, la société humaine ne peut vivre. L'argument réel à faire valoir pour l'abolition de l'intérêt est de démontrer comment par la considération de l'économie dans sa totalité, la production du sol et la production intellectuelle (le champ des facultés et des idées humaines) peuvent être mises en relation de manière nécessaire et saine. C'est à cela que servirait un organe de coordination futur qui n'administrerait pas de manière vague et dirigiste, mais en connaissance de la formation de valeur et du prix et qui, grâce au système monétaire qui en découle, rendrait transparents les revenus des bénéficiaires d'argent de prêt ou de don. Cet organe de coordination sera décrit plus loin.⁹

II. L'AVENIR DE L'ARGENT

Aujourd'hui celui qui se préoccupe des questions touchant l'avenir de l'économie ou de la société en général se voit immédiatement confronté à des jugements émotionnels qui varient selon la position sociale occupée par celui qui les porte. Quiconque se trouve du côté de la chance argumente volontiers ainsi : Ne vous faites donc pas de souci inutile pour l'avenir. Jamais encore le niveau de bien-être matériel n'a été aussi élevé qu'à notre époque – du moins sur le vieux continent. Les gens ne connaissent pas la faim ; grâce à notre service de santé, la durée de vie est plus longue que jamais, la mortalité infantile minime. Tous disposent de tellement d'argent et de temps libre qu'ils peuvent voyager dans le monde entier, faire des vacances. Les restaurants, les centres de loisirs, les expositions, les salles de concert, les théâtres, les opéras, sont bondés. Bref, du pain et des jeux à profusion ! Et en plus de cela, notre système de prévoyance sociale empêche la chute au-dessous du minimum existentiel.

Celui qui ne se trouve pas justement du côté des bienheureux ou n'est pas employé dans une banque ou un institut financier laisse entendre d'autres propos. Il voit le présent et l'avenir un peu moins roses et met le doigt sur différents problèmes : Les propriétaires du capital qui exercent une pression permanente en vue d'une croissance continue de la productivité ; le risque de chômage ; les conséquences écologiques d'une économie d'usure et de gaspillage ; la baisse de qualité des aliments avec pour conséquence une augmentation des atteintes à la santé qui, à leur tour, font grimper les prix des services de la santé ; des déficits grandissants dans la sécurité ; un intérêt faiblissant pour le travail, sauf pour le revenu qu'on en retire ; un fossé toujours plus large entre riches et pauvres et la migration internationale qu'il engendre. Bref, une détérioration de la qualité de vie et des perspectives sombres pour une libre et constante évolution spirituelle et culturelle de l'humanité.

C'est un fait que la contrainte à la croissance continue, telle que décrite, a conduit à un énorme accroissement du rendement et de la production de biens. Mais l'organisation et l'automation du travail qui permettent la formation de capital et la croissance de celui-ci comme but en soi ont donné une impulsion mécaniciste à toute la vie sociale. Fait caractéristique, le principe de l'économie de marché est présenté comme exemple de système régulé dans un ouvrage de physique.¹⁰ Et avec le temps, cette impulsion mécaniciste limite le libre épanouissement des besoins pour une part de plus en plus grande de la population – dans un premier temps avant tout en qualité. Mais peut-être bientôt... aussi en quantité ?

Dans la première partie de ce travail, nous avons mis le doigt sur le dynamisme propre au domaine de l'éducation et de la formation quand il se fonde sur une science libre et une vie de l'esprit s'édifiant sur celle-ci et où la valeur d'organisation trouve ses sources. Une vie de l'esprit animée d'une conscience moderne doit donc ressentir comme une insupportable contrainte tout ce qui veut l'atteler sous le joug de l'utilitarisme direct de l'économie et d'un doctrinarisme juridico-politique entaché d'idéologie. Les impulsions pour la vie juridique et économique doivent venir d'un domaine de la vie de l'esprit libéré de toute tutelle, autonome, pour que l'évolution de la culture soit ressentie comme libre. L'autonomie de la vie de l'esprit et de la vie économique est la plus importante revendication sociale de notre temps.

L'idée de la « triarticulation de l'organisme social » fut développée par Rudolf Steiner, pour la première fois à une époque très critique de l'histoire de l'Europe du centre, celle de la première guerre mondiale. Mais ses contemporains se sentirent dépassés et impuissants face à ce postulat que Steiner qualifiait d'urgence pour notre temps. Les oppositions à cette idée sont actives jusqu'à l'heure actuelle et ceci pour diverses raisons, mais elles ont fait que dans l'évolution sociale rien n'a réussi à empêcher les contraintes et les destructions. Toutefois, ce n'est que lorsqu'on a connaissance des six points cités plus haut sous « Acquis d'une connaissance de l'économie dans sa totalité », que l'on peut renoncer au rôle de l'Etat actuel comme agent de transfert et restructurer, chacun dans son autonomie, les différents domaines qu'il gère maintenant encore en une administration centralisée. Sur la base de ces connaissances, l'économie se gère elle-même. Simultanément il faut que l'Etat se redéfinisse comme responsable des domaines qui lui incombent : le droit et la politique, la sécurité et l'hygiène publique et le système pénitentiaire.

La rationalisation du travail progresse continuellement, les professions deviennent de plus en plus spécialisées et cette rationalisation et cette spécialisation sont en train de restructurer la planète en domaines économiques :

A l' « Euramérique », c'est-à-dire les Etats-Unis et les pays européens leur étant directement liés, revient la création de valeurs d'organisation. Par contre, la production de valeurs d'exploitation de la nature est délocalisée vers l'Eurasie et les autres territoires restants.

Seul un domaine de la vie de l'esprit qui soit libre et donc aussi capable de considérer l'économie dans sa totalité pourra constituer un pôle d'opposition à ce morcellement territorial quasi corporatif d'intérêts qui touchent pourtant toute l'humanité. Car, sans compréhension des principes économiques qui sous-tendent la rationalisation et la spécialisation et sans confiance en une société basée sur la volonté individuelle qui peut s'identifier avec un sens social commun, toute l'économie se fourvoierait dans une concurrence sans merci dans sa recherche d'avantages, ce qui pour finir, ne pourrait conduire qu'à la décadence complète de toute la société.

L'idée d'une administration autonome mais coordonnée des trois domaines de la vie sociale est si importante parce qu'elle intègre différents aspects de la problématique sociale actuelle :

- Pour la vie culturelle, la gestion autonome du domaine de l'éducation et de la formation a pour conséquence que des populations vivant sur un territoire politiquement ou économiquement unifié puissent choisir facultativement leurs églises, écoles et enseignants indépendamment les uns des autres.¹¹
- Les administrations de la vie juridique et de la vie de l'esprit devenues indépendantes font qu'en économie le sol, les moyens de production artificiels ainsi que le travail sont dépouillés de leur caractère de marchandises. Le domaine de la formation étant générateur de capital, il possède aussi sa place dans la gestion de l'économie par ses délégués dans les associations ; ceux-ci peuvent exercer la fonction de propriétaire de moyens de production et désigner leurs successeurs par une transmission sans vente. La vie juridique sanctionne les revenus négociés par les entreprises et la durée du travail (horaires) fixée par une votation démocratique.

Ce texte traite avant tout de l'autogestion de la vie économique et les deux autres domaines ne sont considérés que dans la mesure où ils entrent en relation réciproque avec l'économie. Ainsi la question de l'étendue de l'agriculture ou de la libération au sens des « purs consommateurs » par exemple contient un aspect à la fois *culturel (scientifique), juridique et économique*, à savoir :

- le besoin en quantité et en qualité de biens alimentaire provenant des ressources naturelles indigènes,
 - l'étendue du sol à mettre à la disposition de l'agriculture,
 - la demande en formation et en culture ; la place de l'Etat à redéfinir selon sa nouvelle structure,
 - les conséquences sur la durée du travail nécessaire pour subvenir aux besoins du personnel de ces institutions.
- L'aspect purement économique est celui de la production de biens et leur valorisation réciproque. Il est évident que la fixation des prix est aussi en relation avec la vie de l'esprit (entre autres par la valeur d'organisation) et la vie juridique (la durée du travail; les quotes-parts sociales des purs consommateurs basées sur les besoins et négociées par les associations qui ne doivent pas être dépendantes d'excédents fortuits de la production des travailleurs.

L'association - l'organe, son domaine

Dès le début, nous avons signalé que les idées développées ici ne constituaient ni programme ni directives pour l'établissement d'un nouveau système. Le lecteur aura certainement déjà compris qu'il ne s'agit point de démolir ce qui existe. Seulement il faut que les responsables de l'économie d'un territoire tel qu'il s'est constitué historiquement créent des connexions entre eux sur la base des principes d'une économie considérée en totalité ; dans un premier temps dans le territoire économique naturellement existant et, par la suite, également avec des entreprises de territoires économiques voisins. C'est là que seront fixés les détails sur la base d'une connaissance spécifique des problèmes et des données. De tels liens conduisent à la formation d'associations.

L'association apparaît sous différentes formes d'organisation :

- **L'espace monétaire.** Quand un territoire s'unifie économiquement, il devient cohérent et individuel. Le tableau « La valeur primordiale » et l'exemple de bilan¹² démontrent clairement que la monnaie prospective, exprimée par une comptabilisation sur la base de la création monétaire présentée ici, représente la somme des moyens de production auxquels est lié un travail physique, activés pour le montant de la quantité de monnaie émise; le moyen de production primaire est le sol.
La monnaie est structurée par le rapport entre le travail physique et le travail de l'esprit qui devrait reposer sur le libre épanouissement des besoins et qu'en conséquence, il faut se représenter en fluctuation continue. Elle se répartit en quotes-parts sociales qui représentent, en contenu, de l'argent d'achat, c'est-à-dire lié au pouvoir d'achat réalisé par les producteurs et, selon la forme également de l'argent de prêt ou de don.

La prospérité d'un espace monétaire est d'autant plus grande que

1. le nombre de quotes-parts sociales réalisées par les travailleurs en plus des leurs croît constamment (non point par contrainte économique mais sur la base du développement culturel)
 2. et que la masse de biens matériels constituant la quote-part sociale devient toujours plus grande.
- **L'organe d'observation** qui est constitué par les représentants des différents secteurs de l'économie.
 - **L'organe de coordination** qui est formé par la réunion des délégués des trois domaines de la vie sociale qui assument selon les connaissances acquises, les fonctions :
 - des organisations patronales pour ce qui concerne les prix;
 - des syndicats actuels pour ce qui concerne les revenus;
 - du fisc actuel pour ce qui concerne le financement des secteurs de l'éducation et de la formation, de la santé et de l'Etat selon ses nouvelles structures; (les offices de perception d'impôt actuels ne sont plus nécessaires);
 - de la gestion des finances publiques en ajustant les résultats du passé aux prévisions des besoins futurs.

Tâches de l'organe d'observation :

- **Le recensement**
 - du nombre d'habitants;
 - du nombre de personnes actives dans le secteur agricole;
 - du nombre total de travailleurs;
 - du nombre de personnes actives dans les services de l'Etat (ces dernières et les purs consommateurs sont à considérer comme égaux du point de vue de la réalisation des quotes-parts sociales mais non du point de vue de la distribution, car celles des premières sont financées par le moyen d'impôts correspondant à un argent de don obligatoire);
 - des autres purs consommateurs.

- **La détermination de la masse monétaire** selon le nombre d'habitants. La banque centrale met l'argent en circulation en créditant les comptes des habitants dudit espace monétaire des quotes-parts sociales approximatives, resp. des revenus convenus. (Pour de plus amples détails, voir p. 23 ss. et les tableaux p. 26/27).
- **L'observation**
 - des prix, dont découle celle
 - des besoins, dont découle celle
 - de la réalisation des quotes-parts sociales, dont découle celle
 - de l'éventuelle surproduction ou sous-production.

L'ajustement des valeurs par l'organe de coordination se fait par

- le transfert de travail au sein des travailleurs
- le transfert de personnes entre le domaine des travailleurs et celui des purs consommateurs
- la durée du travail (prolongation ou raccourcissement).

Le but est d'atteindre des bénéfices sur les prix du marché qui permettent de réaliser les quotes-parts sociales (identité des valeurs). Ainsi chacun peut satisfaire ses besoins par les prestations d'autrui, car son revenu contient sa participation aux prestations des autres.

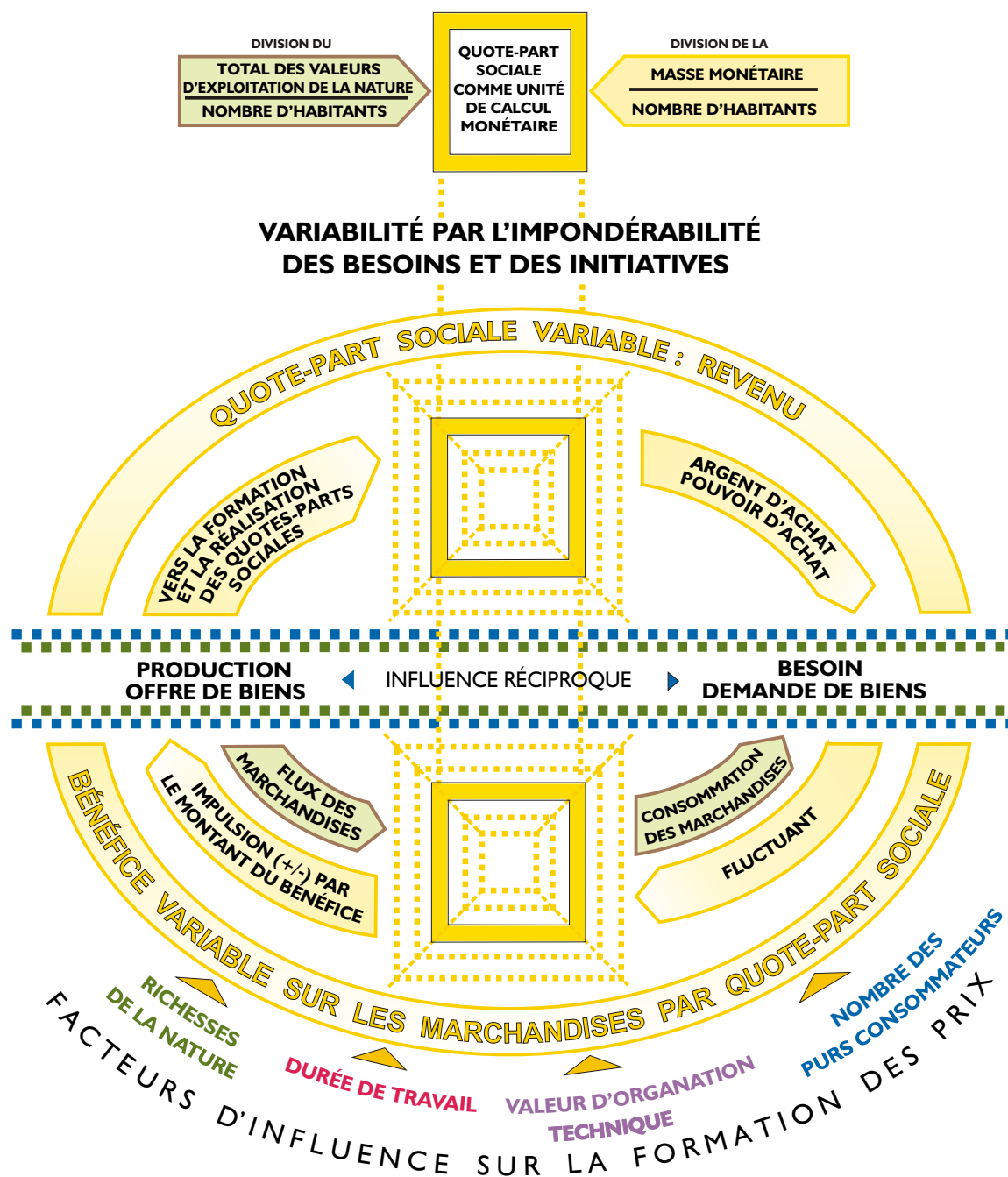
L'AJUSTEMENT DES VALEURS

Les carrés identiques correspondent à des grandeurs de comparaison monétaires pour des périodes identiques.

Sont comparées les quotes-parts sociales individuelles :

Celles qui sont calculées partir des bénéfices sur les prix des biens avec celles comptées comme revenus.

Les carrés en pointillé montrent la mobilité par rapport à l'unité de calcul qui est
Grandeur d'orientation.



L'ajustement des valeurs par l'association par planification de la production

1. selon les bénéfices sur les prix du marché pour que
2. soient atteints des bénéfices sur les prix du marché qui réalisent les revenus «quotifiés» (identité des valeurs).
3. Ainsi chacun peut satisfaire ses besoins par les produits d'autrui parce que son revenu contient sa participation aux prestations des autres.

La masse monétaire - les différentes sortes d'argent -

la circulation de l'argent

Si dans la première partie de cet opuscule, intitulée « la science de l'argent », l'argent a été considéré à partir de la compréhension de la formation de valeur, de capital et de prix, la suite traite de l'art d'appliquer ces connaissances à l'argent en circulation. Et l'on pourrait dire avec Goethe : « On pourrait appeler science la connaissance du tout, le savoir abstrait ; l'art, par contre, serait la science appliquée à l'action ; la science serait la raison et l'art son mécanisme, c'est pourquoi on pourrait aussi l'appeler science pratique. Et ainsi, la science serait finalement le théorème et l'art le problème ».

Dans l'économie associative, la masse d'argent, la monnaie, est définie comme équivalent nominal de la création « réelle », resp. quantitative de valeur qui ressort du rapport du nombre d'habitants avec la surface du sol cultivé nécessaire à leur subsistance. Par tête d'habitant, nous la désignons comme unité de calcul (**uc**), resp. quote-part sociale (**qps**) ; du point de vue du pouvoir d'achat, elle correspond au revenu primordial. Elle comprend le minimum existentiel qui revient tout d'abord à la quote-part sociale et qui, avec l'accroissement de la valeur d'organisation se remplit avec toujours plus de prestations. C'est pourquoi, du point de vue du pouvoir d'achat, des revenus en dessous de la quote-part sociale peuvent être plus élevés que des revenus qui l'auraient dépassée dans le passé.

La base de la monnaie est le travail appliqué au moyen de production « primaire », le sol. Mais en tenant compte de la formation de capital, elle est également la somme de tous les moyens de production activés mais aussi la somme des revenus des travailleurs* plus ceux des bénéficiaires de l'argent de don ; les travailleurs sont définis comme fournisseurs de prestations matérielles et les bénéficiaires de l'argent de don comme fournisseurs de prestations immatérielles et purs consommateurs. Celui que le terme « bénéficiaire d'argent de don » dérange, peut le remplacer par « bénéficiaire d'une rente de base ». Ce qui est important, c'est de saisir l'interrelation de l'activité des travailleurs et des bénéficiaires de l'argent de don, du travail plutôt physique et du travail de l'esprit, leur corrélation aboutissant à la formation de capital.

A présent surgit la question de savoir à quelle catégorie rattacher les entreprises actuellement considérées comme prestataires de services, actives par exemple dans le secteur du transport de messages, de personnes et de marchandises, du tourisme, de l'hôtellerie, les jardiniers, les coiffeurs, etc. Nous comptons parmi les travailleurs tous ceux qui sont actifs dans des secteurs dont les prestations répondent à des besoins d'ordre matériel.

Comment les travailleurs du domaine de l'esprit, resp. les purs consommateurs sont-ils enregistrés dans la comptabilité du circuit économique ? Les quotes-parts sociales des purs consommateurs doivent être réalisées par les travailleurs, resp. sont conjointes à leur revenu ; la valeur du travail de l'esprit correspond à l'épargne de travail physique qu'elle permet.

Les bénéficiaires des quotes-parts d'argent de don :

- **Les personnes actives dans les services de l'Etat**
- **Les juges** (comme solution transitoire, encore affiliés à l'Etat, plus tard, font partie du libre domaine de la vie de d'esprit)
- **Les personnes âgées et les handicapés**
- **Les mères et les enfants**
- **Les médecins, le personnel médical et soignant**
- **Les professeurs, chercheurs, enseignants**
- **Les représentants des institutions culturelles et des églises**

Le financement des infrastructures comme les écoles, les hôpitaux par exemple, s'effectue par l'argent de don selon l'objet mais selon la forme par l'argent de prêt (une autre forme d'argent dont il sera question ci-après),

* Par ce terme on entend également les directeurs et propriétaires d'entreprises (en tenant compte du nouveau concept de propriété).

car il concerne directement les revenus des travailleurs et rend ainsi possible un continuuel flux d'argent vers les entreprises concernées.

Afin d'éviter toute bureaucratie inutile, on peut imaginer que les entreprises paient directement les quotes-parts des personnes actives dans le service public (Etat) plus celles des personnes qui dépendent d'elles, selon la clé suivante :

1. Le nombre de quotes-parts sociales qui vont aux personnes actives dans le secteur public
2. La proportion des quotes-parts selon 1, calculée sur le bénéfice de l'entreprise particulière donne le montant de l'impôt.

Des impôts complémentaires (dons obligatoires) pour le financement des infrastructures de l'Etat mentionnées plus haut (prisons, armée, etc.) doivent rester variables. Comme on le verra ci-après dans « la circulation de l'argent », les impôts sont en tous les cas calculés sur les dépenses.

La rémunération des quotes-parts en faveur des retraités devrait se faire sur un compte collectif régional, des entreprises pouvant disparaître ou ne plus être à même de payer leurs quotes-parts en totalité. Ces dernières devraient alors être assumées par d'autres. Il vaut mieux regrouper les commerces de détail, les petites et moyennes entreprises en une unité régionale en raison des risques liés à la succession.

Si les femmes au foyer et les retraités bénéficient peut-être de 0,7 – 0,9 **uc**, les enfants, selon l'âge de 0,5 – 0,7 **uc**, les entreprises, resp. leur direction, (vie de l'esprit) devraient disposer d'encore suffisamment de moyens pour financer des dons selon leur libre choix, par exemple pour des développements ou des recherches spécifiques. Si l'entreprise ne jouit pas de cette libre disposition, tout progrès devient irréalisable. Le choix comment remettre en circulation les quotes-parts réalisées comme capital, en argent de prêt ou de don, doit également être libre.

Il est important que les versements d'argent de don soient soumis à un minimum de contrainte. Ils devraient par principe être effectués directement de personne à personne sur la base d'une *libre* déclaration de besoin et non anonymement par le biais d'organes de décision intermédiaires. Ainsi, par exemple, les frais de scolarité seront directement versés sur un compte collectif des enseignants de l'école choisie. Ou bien on versera les parts de dons revenant aux services de santé sur un compte « hôpital » auquel certains médecins choisissent librement de se rattacher.

Bien qu'une économie associative prospective demande une nouvelle manière de penser, on peut, dans un premier temps, utiliser les structures et institutions existantes comme collecteurs de quotes-parts sociales. Les facultés et les responsabilités individuelles doivent progressivement se développer et peu à peu faire disparaître toute bureaucratie inutile.

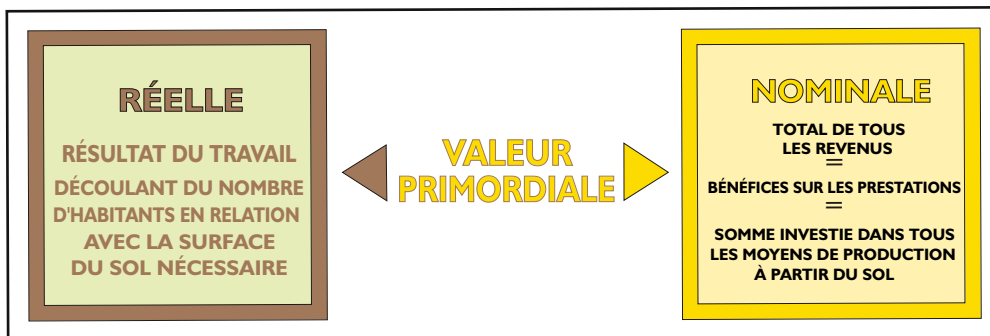
L'économie associative repose sur la libre initiative des entreprises individuelles, ce qui est aussi valable pour les relations avec l'étranger. Toutefois les critères pour le commerce international ne seront ni de détruire les bases de la production dans le propre espace monétaire par des importations à bas prix, ni de provoquer des évictions à l'étranger par des exportations.

Bien qu'on aspire à une vue d'ensemble de la formation du prix et du capital dans les différentes régions du monde, dans un premier temps, une monnaie mondiale unique ne conviendrait pas, car celle-ci forcerait le développement global et un nivellement des prix, ceci sans tenir compte des prix qui dépendent des besoins et sont nécessaires pour la production dans des espaces économiques déjà préformés. Et l'on tendra à atteindre que l'échange de prestations s'effectue selon les mêmes points de vue que *dans sa propre région d'économie associative*, avec pour conséquence que les partenaires commerciaux indigènes et étrangers y trouvent leur avantage. Les importations seront financées par les gains sur les exportations ou créditées sur un compte en propre monnaie. Le crédit est porté sur un compte de recettes et est négociable. Pour le reste, il est soumis aux conditions des comptes justifiées ci-dessous.

Les devises à valoir à l'étranger seront reprises par les importateurs et/ou les voyageurs par rachat réglé en monnaie intérieure, les besoins en devises par des ventes de devises par les exportateurs et/ou les voyageurs et couverts par leurs avoirs correspondants en monnaie intérieure.

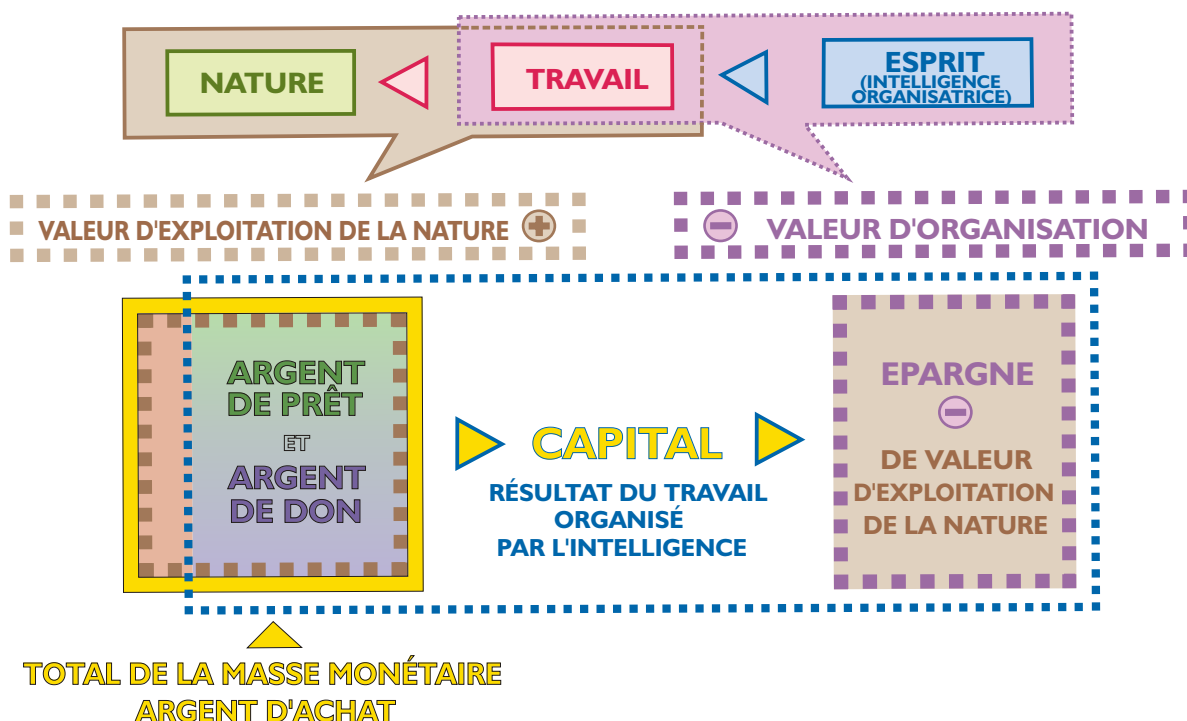
LA DÉTERMINATION DE LA MASSE MONÉTAIRE

EGALISATION



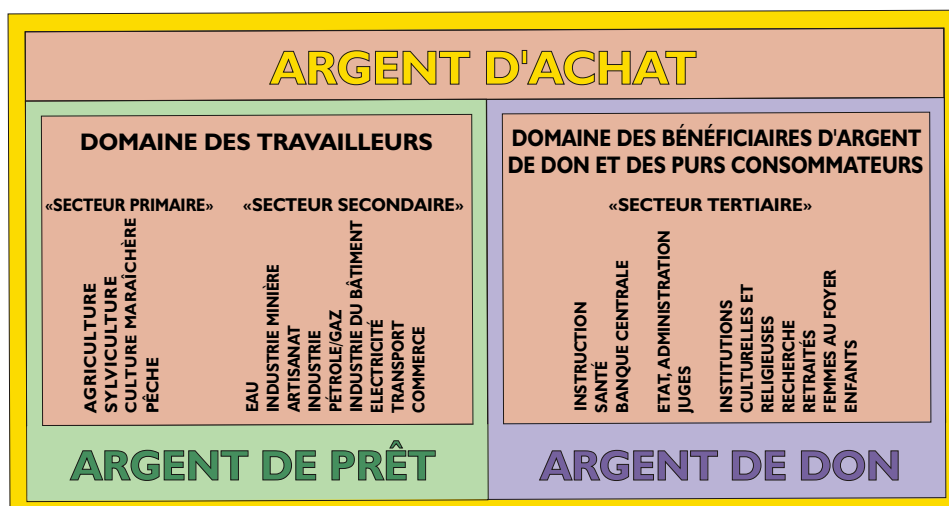
RÉPARTITION DE LA MASSE MONÉTAIRE EN TROIS SORTES D'ARGENT

I. LEUR ORIGINE



II. LEUR ATTRIBUTION DU POINT DE VUE QUALITATIF (NON QUANTITATIF)

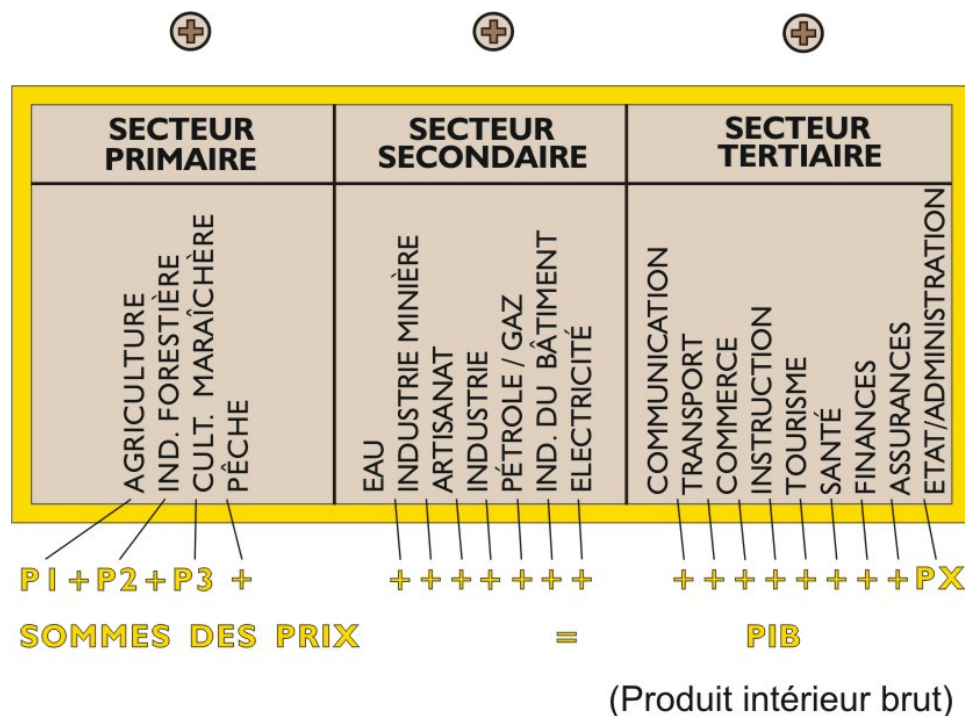
LA SOMME DES PRIX DE L'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION MATÉRIELLE EST LA MASSE MONÉTAIRE TOTALE



CAPITAL SERVANT À LA FABRICATION DE MOYENS DE PRODUCTION

CAPITAL SERVANT AUX PRESTATIONS IMMATÉRIELLES ET À LA PURE CONSOMMATION

Comparaison avec la manière actuelle et fondamentalement différente de considérer la production de biens et services :



La production est effectivement saisie séparément par secteur, mais ceux-ci sont additionnés sans distinction dans le PIB. On ne fait pas de différence entre la production matérielle et immatérielle, car cette dernière n'est pas considérée comme résultant du processus de la formation de capital comme il est décrit ici. La valeur d'organisation n'est pas considérée comme épargne de travail appliqué à la nature (-), mais additionnée comme une production matérielle complémentaire dans la comptabilisation de l'ensemble de l'économie, donc traitée comme une « valeur d'exploitation de la nature (+).

La circulation des différentes sortes d'argent

Dans les pages précédentes sur l'économie associative ont été exposées les raisons pour lesquelles la future monnaie doit avoir la fonction d'une comptabilité des prestations. On peut ainsi réaliser qu'à travers la formation de prix (en argent) par les associations, chaque fournisseur de prestations peut satisfaire ses besoins et ceux de ses proches par les prestations des autres. Ceci vaut autant pour les besoins matériels que pour les besoins immatériels. C'est ce qui donne un sens à l'économie basée sur la division du travail mais n'est possible que **par le parallélisme de la valeur réelle et de la valeur nominale.**

Le passage de l'économie d'échange, resp. de l'économie monétaire à l'économie de crédit exige que l'on comprenne la formation de valeur en polarité inverse. La production du sol crédite, resp. finance la fourniture d'autres produits par la libération du travail physique. Conséquence logique de ce fait, les salaires à leur tour doivent être versés d'avance.

La quote-part sociale ou quota de la masse monétaire par tête d'habitant comme étalon de la création de valeur durant un cycle d'un an correspond au revenu annuel *moyen*. La totalité de la masse monétaire est mise en circulation en créditant, dans un premier temps, le compte de chaque individu recensé par l'association du montant de sa quote-part approximative, resp. du revenu convenu. Des retraits d'argent dépassant un certain montant partiel de la quote-part sociale – 1/12 ou 1/6 – dépendront des entrées courantes. Ils ne pourront, en aucun cas, dépasser le montant crédité au début de l'année.

Afin d'obtenir une transparence du système, les travailleurs qui réalisent les quotes-parts sociales des bénéficiaires d'argent de don – en tant qu'entreprises – tiendront séparément un compte de dépenses et de recettes. Leurs dépenses et leurs dons seront effectués au débit du compte de dépenses de l'année en cours. Celui-ci sera nouvellement crédité du total du compte de recettes à la fin de l'année ; d'éventuels montants de crédit restants seront transformés en argent de don ou de prêt. Les comptes d'argent de prêt seront, comme les comptes de recettes, reportés à la fin de l'année sur les comptes de dépenses de l'année suivante des titulaires correspondants.

En ce qui concerne la tenue du compte de dépenses et de recettes, les entreprises comptent comme *un* fournisseur de prestations individuel; leurs collaborateurs ainsi que les bénéficiaires d'argent de don tiennent un compte individuel. Le total des comptes de recettes plus les soldes des comptes de dépenses des fournisseurs de prestations (entreprises), plus les soldes des comptes des bénéficiaires d'argent de don, des fournisseurs de prestations individuels et des comptes d'argent de prêt correspondent à la masse monétaire. Cette dernière s'adapte aux modifications du nombre d'habitants par l'ouverture, resp. la fermeture de comptes avec le crédit, resp. l'annulation du montant de la quote-part sociale. Un contrôle des comptes est assuré par le réseau des succursales bancaires. La somme d'argent non utilisée de l'année précédente s'inclut dans la masse monétaire de l'année suivante. (C'est en même temps le montant manquant sur les comptes de recettes pour alimenter la masse monétaire). Le système en lui-même rend une thésaurisation sur les comptes d'argent de don pratiquement impossible ; le cas échéant, elle pourrait être régulée par la limitation des reports en fin d'année. Par la séparation des comptes de dépenses et de recettes, les écarts par rapport à des encaissements précédents de quotes-parts sociales pourraient être saisis. L'égalitarisme est ainsi automatiquement exclu.

Les prix des produits sont, dans un premier temps, calculés comme total des revenus des fournisseurs de prestations nécessaires pour leur production ; à celui-ci il faut ajouter le total du pourcentage des purs consommateurs leur étant assignés (argent de don), plus les provisions pour investissements (argent de prêt), ces dernières représentant à nouveau des revenus de travailleurs. Mais également les changements dans les besoins, dans la qualité, les nouvelles fondations, etc. engendrent naturellement des décalages dans les gains sur les produits vis-à-vis des quotes-parts sociales. La constatation d'un bénéfice ou d'une perte est la quintessence des comptes annuels des entreprises individuelles et constitue la base de décision pour l'association.

En prévision d'investissements d'une certaine importance (achat d'une voiture, d'une maison, par exemple), des comptes de prêts, transmissibles, peuvent être ouverts auprès d'entreprises d'équipement, de construction de bâtiments, d'automobiles, etc. Les comptes de prêt incluent deux processus fondamentalement différents. D'une part, ils sont alimentés par du capital résultant de la rationalisation dans le but d'impulser une nouvelle production qui engendre une baisse générale des prix (argent de prêt en soi). D'autre part, ils peuvent se constituer par une accumulation de pouvoir d'achat en vue d'un achat futur (épargne pour l'acquisition d'une maison par exemple). Les flux d'argent qui s'écoulent vers ces entreprises sont continuellement consommés pour l'impulsion des processus de fabrication. Afin de préserver l'efficacité du système, une des tâches très importante de l'association consiste justement à éviter le stockage de capital.

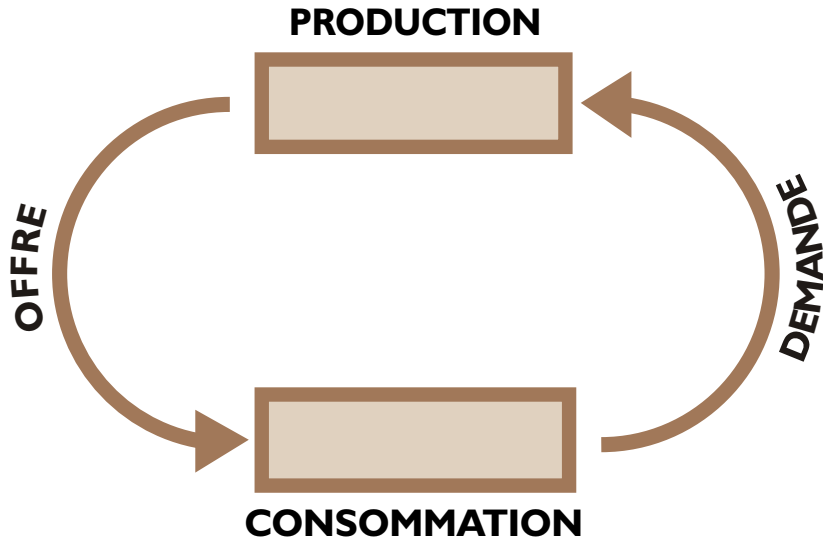
Si l'argent est, comme aujourd'hui, un moyen d'échange indépendant, il acquiert par sa circulation une valeur propre qui lui ôte sa fonction de comptabilité. Le parallélisme de la valeur réelle et de la valeur nominale ne peut être garanti que si l'argent a le caractère d'une comptabilité, le numéraire ainsi que la monnaie scripturale ne remplissant qu'une fonction intérimaire. Comme tout l'argent, donc également l'argent liquide en tant qu'argent d'achat, entre chez les fournisseurs de prestations, ceux-ci devraient, par exemple, respecter la consigne suivante à la réception de liquidités : » Dès réception, veuillez porter immédiatement cet argent à la banque qui en créditera votre compte de recettes. Si vous l'utilisez pour l'acquisition de biens matériels ou immatériels, vous augmentez votre potentiel de dépenses de cette année mais diminuez celui de l'année prochaine, car celui-ci dépendra de l'état, en fin d'année, de votre compte de recettes de l'année en cours ».

Cette conception de l'argent et du système monétaire résolvent les problèmes rencontrés jusqu'ici par les systèmes de monnaie alternatifs.

LE PARALLÉLISME DE LA VALEUR RÉELLE ET DE LA VALEUR NOMINALE PAR LA TENUE DE COMPTES SÉPARÉS

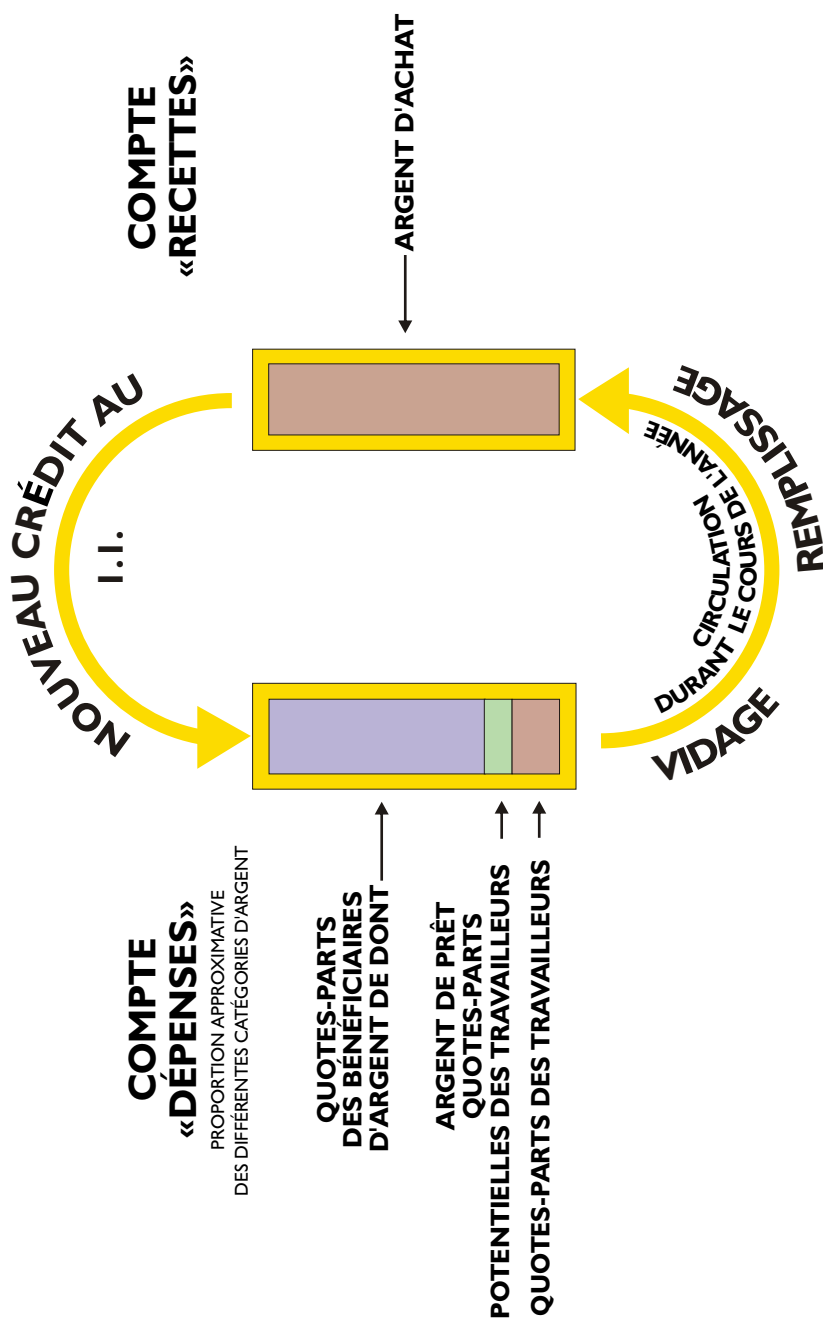
REPRÉSENTATION DU PRINCIPE

CIRCULATION DE BIENS RÉELS

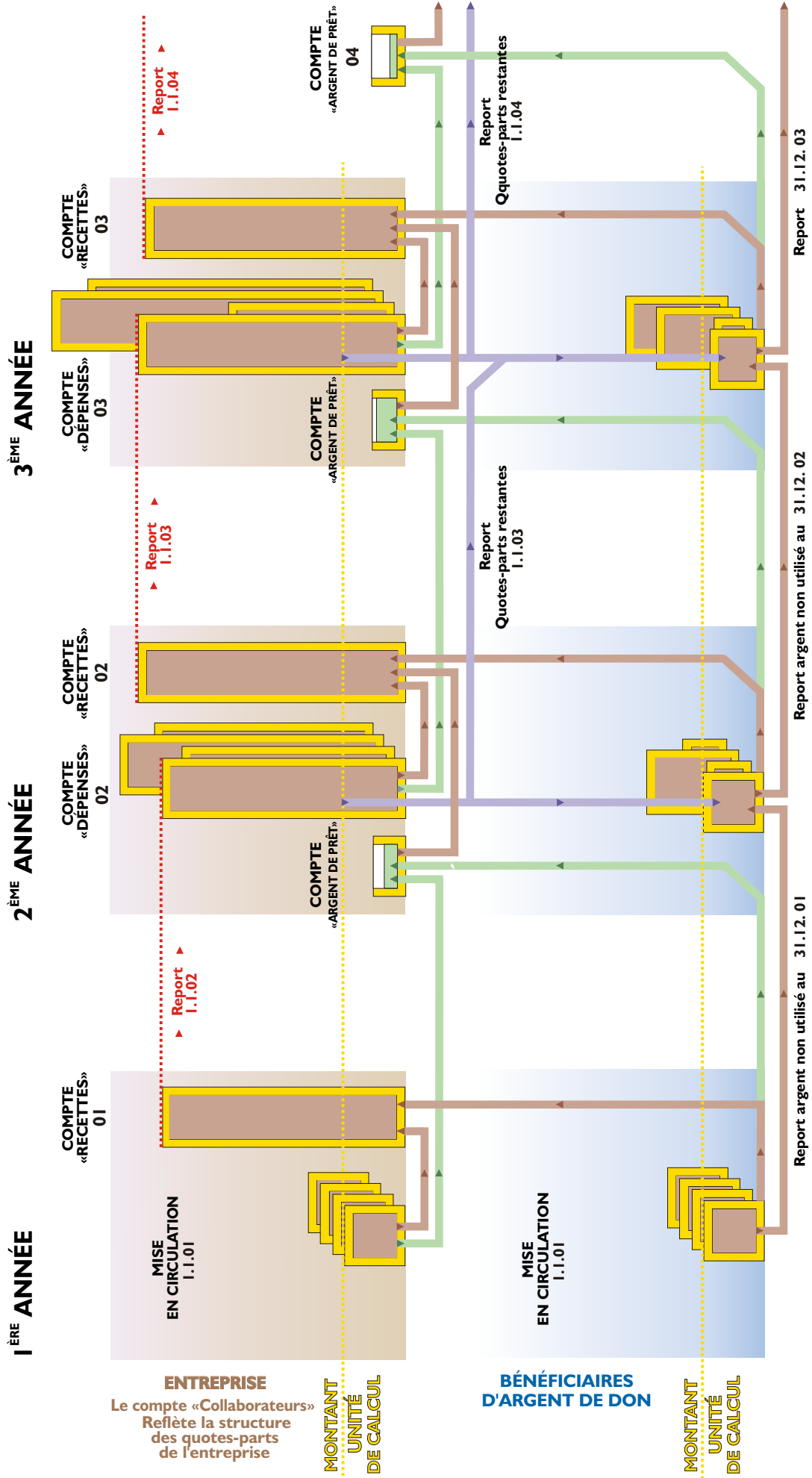


CIRCULATION DE L'ARGENT

COMPTES DES ENTREPRISES EN TANT QUE FOURNISSEURS DE PRESTATIONS



LA TENUE DES COMPTES DES ENTREPRISES ET DES BÉNÉFICIAIRES D'ARGENT DE DON



Par souci de clarté, le flux des catégories d'argent n'a été représenté que par un seul compte pour les titulaires d'une catégorie; fournisseurs de prestations / bénéficiaires d'argent de don / bénéficiaires d'argent de prêt. La différence du montant des recettes est indiquée par la hauteur des comptes « Dépenses » et « Argent de don ». Bien entendu, il faut se représenter les flux d'argent en interconnexion. La coloration identique de toutes les quotes-parts rappelle leur couverture en biens matériels.

La comptabilité est modifiée par rapport à ce qui se pratique aujourd'hui. Les termes de « Capital technique » et « Capital financier » n'existent plus ; ceux-ci proviennent du fait que les moyens de production, selon l'actuel système de la propriété et de la création de monnaie et de crédit, sont monnayables et représentent des marchandises négociables.

Bilan conventionnel

Actif immobilisé Capital technique	Actif circulant Capital financier
Terrains Immeubles Machines Participations	Débiteurs Stock marchandises Titres Avoirs en banque Caisse

Dans l'établissement du bilan conventionnel, le critère pour le compte de résultat est la constatation du rendement du capital et pour le compte de fortune le montant, calculé au prix du marché, des propriétés cessibles ou pouvant être mises en gage.

Le nouveau compte « Capital »

Les critères en sont :

- La saisie de la formation de capital pour la consommation : Argent de don
- La saisie de la formation de capital pour la fabrication de moyens de production : Argent de prêt

Compte « Argent de don »	
Compte « Dépenses » année écoulée	Compte « Recettes » année écoulée Compte « Dépenses » nouvelle année
SORTIES	ENTREES
Achat marchandises (X) (matières premières, produits semi-finis)	Bénéfice sur les ventes
Revenus convenus des fournisseurs de prestations (X)	
Argent de prêt / fonds de renouvellement (Y) /	Compte « Argent de prêt » (Solde de l'argent de prêt contracté)
Impôts (payés selon p. 21) (Z)	
Paiements retraites (Z)	
Autres versements en argent de don (Z)	
Résultat:	Rapport Revenus fournisseurs de prestations: paiement argent de prêt : paiement argent de don = X : Y : Z
Chiffres de comparaison:	Moyenne économique globale de l'année précédente = X' : Y' : Z'

« rajeunissement » de l'argent qui jusqu'ici entraînaient de grandes complications dans la gestion. Cet écrit veut démontrer que les structures de la société sont le miroir du stade d'évolution de la conscience humaine et exigent aujourd'hui d'être amenées à un niveau qui rende possible la satisfaction des besoins matériels et immatériels et garantisse en même temps la liberté et le bien-être général.

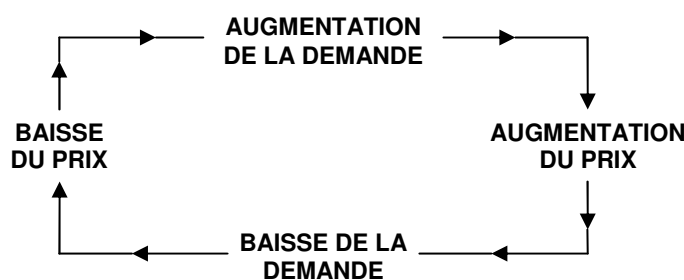
Tout au début, nous avons présenté la triarticulation de la société comme une exigence historique qui découle de la place toujours plus importante de la science, de la démocratie et de l'économie créatrice de capital. Cette triarticulation est la condition sine qua non pour l'introduction d'une vie associative : Elle se constitue d'elle-même par l'interaction des facultés et des besoins qui naissent de la vie de l'esprit avec ce qui provient de la nature, le lien entre les deux étant le travail placé sous le signe du droit.

Notes

1. Le principe inhérent aux trois ordres que forment le clergé (ordre enseignant), l'aristocratie (ordre guerrier) et les paysans (ordre nourricier)* se répéta tout d'abord dans les différents partis politiques : cléricale, démocratique bourgeois et socialiste. Aujourd'hui, l'évolution de la société moderne fait que les partis ne peuvent plus en appeler à leurs idéaux. Les partis et leurs adeptes se débattent pour trouver des contenus sociaux porteurs d'avenir mais la formation de groupes d'intérêts divisés à l'intérieur des partis ne pourra pas conduire à la formation d'une réelle communauté sociale édifée par des individualités libres.
*Rappelons qu'avant la Révolution française, les trois ordres de la société sont la noblesse, le clergé et le tiers-état.
2. Il n'aura point échappé à l'observateur attentif de l'actualité que c'est tout d'abord une forme pervertie, une caricature de la triarticulation sociale telle que fondée ici et à laquelle aspire la société qui apparaît : A savoir, la liberté totale pour l'économie ; l'égalité dans des Etats basés sur la nation, où les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale sont réglés par une codification mécaniciste qui a pour conséquence un nivellement de la culture, le tout accompagné d'un flot de lois ; et enfin des associations fraternelles, les « Non Governmental Organisations » (NGOs - ONG en français), gardiennes de la conscience universelle.
3. La formation des deux pôles de valeur conçoit comme agents créateurs deux principes sous l'aspect de la polarité inverse, c'est-à-dire d'une loi qui agit simultanément et en interdépendance et dont une face est à comprendre comme le retournement de l'autre. Ces deux principes agissent toujours ensemble (en polarité inverse) et sont universels. Ils ne sont pas à prendre dans le sens d'une dualité sous l'aspect de deux entités. La physique moderne, par exemple, se trouve devant le même problème que l'économie actuelle. Elle aussi réduit la réalité à un seul des deux principes qui la constituent et essaie de l'expliquer uniquement à partir de là. A partir de sa formule où la vitesse est le quotient de la division du temps et de l'espace, la physique détermine également le temps par l'espace. Elle saisit le temps par l'espace et n'arrive pas à un contenu spécifique du concept « temps ». En d'autres termes, elle compare, par exemple, le chemin qu'a parcouru une automobile avec celui que la Terre a parcouru autour du soleil. Donc, dans la formule $v=s/t$ (la vitesse est égale au chemin parcouru divisé par le temps), t (temps) est aussi un s (chemin parcouru). Si maintenant nous divisons de « l'objectif » (une chose) par un nombre, nous trouverons de « l'objectif » ; si nous mettons de « l'objectif » en rapport avec de « l'objectif », nous trouverons seulement un nombre. Exemple : Une pomme divisée par 4 donne un quart de pomme ; huit pommes divisées par deux pommes donnent seulement le nombre 4.
L'économie actuelle considère les produits (résultats du travail) matériels et immatériels sous un seul et même aspect, à savoir comme des produits du sol et, tandis qu'elle les met en relation les uns avec les autres, elle finit elle aussi, par trouver un nombre, c'est-à-dire le prix en argent et n'aboutit à aucune représentation objectivée (réelle) de la valeur.
4. Que l'on considère attentivement le point de départ de notre réflexion qui est différent du conventionnel. Nous dirigeons la dyade revenu et valeur du produit vers une grandeur unitaire où elle trouve son origine – un peu à la manière dont on vise le point de fuite en perspective. Par l'évolution qui éveille de nouveaux besoins et l'organisation du travail, le revenu et la valeur du produit dévient de cette grandeur. Nous créons des organes (les associations) pour aboutir à nouveau à la coïncidence, « l'unité », sur un nouveau plan par le biais des prix du marché.
La théorie actuelle considère le prix du marché comme valeur d'origine des prestations dont découlent les revenus. On aboutit à une *dualité* et c'est cette dernière qui est la source des conflits sociaux.
5. Le problème, selon lequel, en langage mathématique, les prestations notées moins (-) des purs consommateurs sont compensées par les prestations de ceux qui demeurent dans la production matérielle – les travailleurs –, notées plus (+), n'a pas encore été appréhendé par la science économique actuelle. En 1922, dans son cours d'économie, Rudolf Steiner l'a caractérisé dans le concept « d'argent d'achat », soit le pouvoir d'achat par quote-part sociale qui est généré du côté des travailleurs.

Dans le livre « Wirtschaften in der Zukunft », nous avons essayé de rendre ce problème plus compréhensible par les illustrations 4 et 5. Celles-ci se trouvent maintenant également en annexe de ce texte.

6. Sans doute la création de crédit par le système bancaire se base-t-elle sur l'émission (la création) de monnaie de la Banque centrale, mais elle correspond en réalité à plusieurs fois la base monétaire. Aujourd'hui on définit comme capital toute fortune – capital technique (capital réel) ou capital financier – produisant un rendement.
7. Dans un article, paru dans la Neue Zürcher Zeitung du 11.7.2000, sous le titre « Limitation du nombre des médecins – pour un plafond des coûts de santé », on pouvait lire ceci : « D'autre part, il faut combattre le problème de l'extension quantitative dans le secteur de la santé, par une limitation pour une durée de trois ans des admissions pour les médecins et autres fournisseurs de prestations. Car malgré la baisse approximative des prix des médicaments, les coûts continuent de grimper par suite d'interventions médicales plus fréquentes. » Le secteur de la santé est exemplaire pour illustrer le problème du travail latent inutile, dans le seul but d'obtention de revenu. Il se trouve dans cette situation, parce que, par erreur de jugement, ses prestations sont positionnées de manière erronée, c'est-à-dire du côté des « travailleurs » au lieu de celui des « bénéficiaires de l'argent de don ». (Voir ci-dessus). Au fond, le système actuel lui-même prouve que c'est bien le cas, puisque dans beaucoup d'Etats, le secteur de la santé est financé par un système d'assurance obligatoire, ce qui revient en fait à un don forcé. Mais dans notre système actuel, une conclusion trompeuse a des conséquences funestes : Le revenu du médecin semble dépendre du nombre de malades qu'il traite. Si le système reflétait la réalité, le revenu du médecin se situerait au-dessus ou au-dessous de la moyenne, selon le nombre de personnes qu'il peut garder *en bonne santé* et qui, *par conséquent* peuvent le libérer. Voir à ce sujet aussi, l'éloquent article du « Spiegel » du 29.8.2005.
8. Surtout dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, les Banques centrales des leaders des pays industrialisés ont fortement augmenté la masse monétaire pour mettre suffisamment de liquidités à disposition de leur système bancaire engagé internationalement, ceci afin d'éviter des situations de crise ou d'y remédier. L'existence d'un marché de devises et de titres a permis de diriger des masses de monnaie supplémentaires vers ceux-ci. Quoiqu'il en soit, on a assisté en premier lieu à une inflation dans les titres et non pas à une hausse des prix des biens de consommation, pas même indirectement par le biais d'une inflation dans l'immobilier.
9. Dans son livre « Die natürliche Wirtschaftsordnung » (Le régime économique naturel), Silvio Gesell s'approche du problème de la quote-part sociale dans le chapitre intitulé : Le salaire de base. Il s'y exprime à peu près en ces termes : Si quelqu'un émigre au Etats-Unis et qu'il y reçoit des terres, ce qu'il en tire comme revenu, est l'étalon pour tous les autres revenus. On saisit d'emblée que cette mesure étalon est le quotient de la division de la rente foncière par le nombre d'habitants, quand on a compris les deux pôles de la formation de valeur : « travail appliqué à la nature » et « travail organisé par l'intelligence ». Silvio Gesell n'est pas arrivé jusque là.
10. Friedrich Dorn / Franz Bader : Physik. Schroedel Schulbuchverlag. Page 369.



11. Au sujet de ce problème très actuel règne une grande confusion. Celui qui propage l'idée de « culture directrice », pour ce qui s'est historiquement développé dans un certain domaine, s'expose aux reproches de « racisme ». Celui qui prône la pluralité des cultures, le multiculturel, se voit reprocher la marginalisation, la ghettoïsation. D'autre part, des pays se voient aujourd'hui déclarés comme pays d'immigration, alors que

cent ans plus tôt, ils étaient, par improductivité du sol, des pays typiques de l'émigration. Le manque de production directe du sol a été entre-temps compensé par l'industrialisation et les biens d'importation. A présent, on se trouve face à l'émigration de la production industrielle pour des raisons de concurrence nécessitant une réduction des frais – selon l'optique actuelle. Si avec cela, les prestations de compensation passent toujours plus vers la création de prestations du travail de l'intelligence, définies ici comme étant de valeur (-), on peut se demander si et comment des immigrants dans une économie dépendante de prestations d'un travail non rationalisable arrivent à obtenir des prestations d'un travail physique (valeur +) sans exploiter et appauvrir les indigènes.

Seule la triarticulation sociale crée les conditions amenant les individus à créer des relations réelles dans les différentes sphères de la société qui tiennent lieu et place de régulations étatiques abstraites et anonymes.

12. Dans ce bilan, repris de « Wirtschaften in der Zukunft », **b** a été remplacé par **a'**, afin de rendre encore plus clairement que **a'** ressort de **a** et est partie de **a**.

BILAN	
Actifs	Passifs
<i>1er stade</i> Production du sol <i>Quantité de travail activée</i> a	CRÉDIT a (de la Banque d'émission)
<i>2ème stade</i> Production du sol <i>Quantité de travail activée</i> a - a' Formation de capital: Caisse (= épargne de travail) a'	CRÉDIT a (de la Banque d'émission)
<i>3ème stade</i> Production du sol <i>Quantité de travail activée</i> a - a' Débiteurs (Crédit à l'industrie de production de biens et services) a'	CRÉDIT a (de la Banque d'émission)

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE BIENS ET PRESTATAIRES DE SERVICES	
Moyens de production industriels & entreprises de services a'	CRÉDIT <i>provenant de la production du sol</i> a'

L'auteur

Après des études classiques, **Alexander Caspar**, né en 1934, est entré dans une banque privée de Zurich. Pendant de longues années, il fut membre de sa direction ; consultant privé à partir de 1991.

Il est l'auteur du livre « Wirtschaften in der Zukunft », paru en 1996 aux Editions Klett et Balmer & Co., Zoug, Suisse. (Ouvrage non traduit en français)